

La Prévention des Atrocités de Masse:

De la Responsabilité de Protéger
(RdP) au Droit d'assistance (DdA) des
Campagnes de Résistance Civile

Peter Ackerman et Hardy Merriman

ICNC SÉRIE DE **RAPPORT SPÉCIAUX**

TRADUCTION: Anne-Marie Codur
MISE EN PAGE: Joe García
CONTACT: icnc@nonviolent-conflict.org

Autres volumes de la série:

Nonviolent Resistance and Prevention of Mass Killings During Popular Uprisings
par Evan Perkoski et Erica Chenoweth (2018)

Œuvrer pour la paix: Stratégies intégrées de résistance civile et de construction de la paix
par Véronique Dudouet (2017)

Publié par ICNC Press
International Center on Nonviolent Conflict
600 New Hampshire Ave. NW. Ste. 710
Washington, D.C. 20037 USA

© 2019 International Center on Nonviolent Conflict,
Peter Ackerman et Hardy Merriman
Tous les droits sont réservés.

ISBN: 978-1-943271-28-3

La Prévention des Atrocités de Masse:

*De la Responsabilité de Protéger (RdP) au
Droit d'assistance (DdA) des Campagnes de
Résistance Civile*

Peter Ackerman et Hardy Merriman



Résumé

En droit international, le concept de Responsabilité de Protéger (RdP) a été développé comme une doctrine de prévention des atrocités de masse (génocide, "nettoyage" ethnique, crimes de guerre et crimes contre l'humanité). Il présente une exception d'importance face au principe de non intervention. Il repose sur le Conseil de Sécurité des Nations Unies qui peut autoriser la mise en application des sanctions les plus fortes incluses dans le RdP telles que des interventions armées. Malgré les promesses que ce concept semblait porter à ses débuts, une décennie de mise en pratique a démontré que sa portée pouvait facilement être limitée par les objections des Etats membres de l'ONU.

Le monde a besoin d'approches nouvelles afin de prévenir de futures atrocités. Ces approches doivent être indépendantes de toute doctrine centrée sur les Etats, et doivent pouvoir innover et s'adapter à toute situation. Prenant en compte l'objectif de réduction de facteurs de risque tels que les guerres civiles, nous proposons un cadre normatif nouveau, appelé le Droit d'Assistance (DdA) qui renforcerait la coordination internationale et soutiendrait les campagnes de résistance civile nonviolente pour les droits, la liberté, et la justice, contre des régimes non-démocratiques. DdA permettrait:

1. D'impliquer un grand nombre d'acteurs partie prenantes tels que des ONGs, des Etats, des institutions multilatérales et d'autres acteurs;
2. De renforcer plusieurs facteurs de résilience face à la fragilité de l'Etat; et
3. De donner aux groupes d'opposition l'incitation de s'engager de manière soutenue et systématique à adopter des stratégies nonviolentes de changement politique.

L'application de cette nouvelle doctrine pourrait réduire la probabilité de conflits violents qui augmente de manière significative les risques d'atrocités, tout en accroissant les perspectives pour un développement humain constructif à l'avenir.

Nous avançons cet argument en le fondant sur un corpus de recherche en sciences sociales étudiant l'impact de la résistance civile sur les sociétés. Nous montrons ce qui explique l'efficacité des campagnes de résistance civile et offrons une typologie des différentes formes de soutien à ces campagnes. Nous nous penchons ensuite sur les questions de mise en œuvre du Droit d'Assistance, dont le cadre inclut:

- Les critères permettant de déterminer quelles campagnes de résistance civile peuvent être soutenues;
- Les considérations permettant de déterminer quelles formes d'assistance peuvent être offertes;
- Une discussion sur l'intersection entre soutien externe et droit international; et
- Une discussion sur les instances invoquant ce droit, et celles qui le régulent et le mettent en application.

Notre objectif est d'offrir un cadre spécifique à la manière dont pourrait être mis en œuvre le DdA et nous encourageons toute recherche future et tout débat permettant d'affiner les idées relatives à ce sujet.

Au sujet des Auteurs



Dr. Peter Ackerman est le fondateur du International Center on Nonviolent Conflict (ICNC) et le Président du Board d'ICNC. Il est le co-auteur de nombreux ouvrages notamment *A Force More Powerful: A Century of Nonviolent Conflict* (2001) et *Strategic Nonviolent Conflict: The Dynamics of People Power in the Twentieth Century* (1994). Il a produit la Série en deux parties "A Force More Powerful" pour la chaîne publique américaine PBS—série qui fut nommée au Emmy, et qui relate l'histoire de plusieurs mouvements de résistance civile du 20^{ème} siècle. Il est aussi le Producteur Exécutif de plusieurs autres films sur la résistance civile, notamment le documentaire de PBS "Bringing Down a Dictator," sur la chute du dictateur serbe Slobodan Milosevic. Ce film a reçu le Prix Peabody 2003 et le Prix ABC News VideoSource 2002 de l'Association Internationale des Documentaires. Dr. Ackerman est le co-président du Comité International de Conseil du United States Institute for Peace et il est membre du Comité Exécutif du Board du Atlantic Council.



Hardy Merriman est le Président d'ICNC. Il est expert du champ de la résistance civile depuis 2002, présentant sur ce thème dans un grand nombre d'ateliers réunissant des activistes et des organisateurs de mouvements à travers le monde. Il a donné des conférences sur le sujet à de public divers, composés d'universitaires, de journalistes et de membres d'organisations internationales. Il a développé de nombreux outils pédagogiques sur ces thèmes, et plusieurs de ses écrits ont été traduits dans de nombreuses langues. Depuis 2016-2018, il a également été professeur adjoint à la Fletcher School of Law and Diplomacy (Tufts University). Mr. Merriman est un des contributeurs des ouvrages suivants: *Is Authoritarianism Staging a Comeback?* (2015), *Civilian Jihad: Nonviolent Struggle, Democratization, and Governance in the Middle East* (2010), et *Waging Nonviolent Struggle: 20th Century Practice and 21st Century Potential* (2005). Il est également co-auteur de deux revues de littérature sur la résistance civile et a écrit sur le rôle de l'action nonviolente dans l'action contre le terrorisme. Enfin il est co-auteur de *A Guide to Effective Nonviolent Struggle*, un guide de formation pour les activistes.

SOMMAIRE

Introduction	1
DdA comme approche alternative.....	4
Comment le soutien aux campagnes de résistance civile peut aider à la prévention des atrocités de masse	5
Quelles formes d'assistance sont-elles utiles aux campagnes?	13
1. L'Éducation de masse à la résistance civile.....	14
2. Construire la capacité des campagnes de résistance civile	15
3. Amoindrir l'impact de la répression et du désordre.....	17
4. Augmenter le coût de la répression pour le régime.....	18
5. Oeuvrer à la stabilité de la transition politique	20
Application de ce cadre au cas de la Syrie: réexaminer la résistance syrienne et ses possibilités.....	21
Examiner les questions posées par le Droit d'Assistance	25
1. Quel type de campagne devrait recevoir une assistance extérieure?	25
2. Le soutien à la résistance civile est-il synonyme de soutien au changement de régime? ..	27
3. Le soutien extérieur peut-il avoir un impact négatif sur une campagne?.....	29
4. Le soutien extérieur peut-il contribuer à l'instabilité sociale?.....	31
5. Quelles sont les formes de soutien à des campagnes de résistance civile qui sont permises par le droit international?	33
6. Comment pourrait-on invoquer le Droit d'Assistance, et qui devrait en exercer sa mise en oeuvre?	37
Conclusion	41
Notes de bas de page	45
Remerciements	69

FIGURES

Figure 1: Récurrence des atrocités de masse en présence de campagnes violentes et nonviolentes	6
Figure 2: Taux de succès des campagnes nonviolentes et violentes dans l'histoire (1900-2006) ...	7
Figure 3: Probabilité qu'un pays soit démocratique cinq ans après la fin d'une campagne (1900-2006)	8

Introduction

La fin de la Guerre Froide en 1991 vit fleurir un grand optimisme quant aux perspectives de paix et de sécurité accrues tout autour du globe. Cependant, très peu de temps après, le monde était témoin de plusieurs épisodes d'atrocités de masse en Bosnie (1993), au Rwanda (1994) et au Kosovo (1999). Dans chacun de ces cas, une violence inouïe fit irruption à l'intérieur de ces sociétés, déchaînant les perpétrateurs contre leurs victimes.

Un consensus commença à émerger autour de la nécessité d'une réponse internationale imposant la dilution du principe de non-intervention. Une nouvelle doctrine nommée "Responsabilité de Protéger" (RdP) fut adoptée par les Nations Unies en 2005, stipulant que:

Chaque Nation a la responsabilité de protéger sa population contre les génocides, les crimes de guerre, les nettoyages ethniques et les crimes contre l'humanité. La communauté internationale devrait, de manière appropriée, encourager et aider tous les Etats à exercer cette responsabilité... et prendre toute action collective, à travers le Conseil de Sécurité, de manière décisive et en temps voulu, dans le cas où les moyens pacifiques seraient insuffisants et inadaptés....¹

En 2009, RdP a été développé plus précisément, afin d'inclure les trois piliers de sa mise en oeuvre:

Pilier N° 1 – Les Etats ont la responsabilité de protéger leurs citoyens des atrocités de masse.

Pilier N° 2 – Les Etats s'engagent à accroître la capacité des autres Etats dans leur prévention des atrocités de masse et leur protection de leurs populations.

Pilier N°3 – Le Conseil de Sécurité des Nations Unies peut donner son autorisation à une intervention extérieure si un Etat a failli dans sa responsabilité de protéger sa population.²

Un test majeur du principe de la RdP se produisit le 17 Mars 2011 quand le Conseil de Sécurité passa la Résolution 1973. Reposant sur l'impression que le gouvernement libyen était sur le point de commettre des atrocités dans la ville de Benghazi, le Conseil

de Sécurité approuva une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye et autorisant "tous les moyens nécessaires à la protection des civils."³

Quelques jours plus tard, une campagne militaire étrangère consistant exclusivement en frappes aériennes, commença à être déployée au nom de cette résolution. Elle eut pour conséquence de repousser les forces militaires du dictateur Mouammar Kadhafi et ses mercenaires, mais permit également aux rebelles libyens de lancer des offensives sur le terrain et d'avancer vers la Capitale.⁴ Le gouvernement de Kadhafi fut renversé dans la violence et sept mois plus tard, l'ancien dictateur fut capturé et tué.

Les membres de la communauté internationale et les analystes politiques sont en désaccord sur la nature de cette intervention. Quelle que soit leur opinion, il est indiscutable que cette intervention a résulté en un nombre important de morts. Elle n'a pas entraîné l'arrêt de la violence alors que le gouvernement de Kadhafi se maintenait au pouvoir, et elle a conduit de fait à une violence encore supérieure et à une instabilité régionale accrue, une fois Kadhafi renversé.⁵ Elle a eut aussi pour conséquence d'offrir aux groupes d'opposition dans d'autres pays (y compris la Syrie), des incitations à la violence dans l'espoir de déclencher une intervention armée extérieure.⁶

De plus, il n'a pas échappé aux leaders de pays à ambition nucléaire que Kadhafi, qui avait précédemment accepté de se défaire de son programme nucléaire sous la pression des pays occidentaux, a été renversé par l'intervention de l'OTAN en Libye, et en conséquence, ces leaders ont pris en compte ce risque dans leurs décisions relatives au nucléaire.⁷

A cause de ce précédent, l'intervention libyenne a sérieusement écorné les perspectives futures d'invocation du Pilier N°3 de la RdP. Quand l'OTAN a étendu le mandat de la Résolution 1973 d'une zone d'exclusion aérienne à un changement de régime, les gouvernements chinois et russe ont fait clairement savoir qu'ils ne permettraient jamais plus au Conseil de Sécurité d'autoriser quoique ce soit de semblable à l'avenir.⁸ Dans les années qui suivirent, de graves atrocités de masse ont été perpétrées en Syrie, en République Centrafricaine, dans le Sud Soudan et dans le Myanmar, sans qu'aucune perspective d'intervention armée suivant la RdP ait eu lieu.

Alors que le troisième Pilier de la RdP s'est avéré de plus en plus intenable, la recherche récente s'est focalisée sur l'usage du deuxième Pilier, qui cherche à construire la capacité des Etats à prévenir les atrocités de se produire et à en protéger ses populations. Cependant le deuxième Pilier est limité par le fait qu'on ne peut le mettre en opération que par le consentement d'un gouvernement hôte. Ainsi, n'importe quel gouvernement peut refuser tout soutien de sa population s'il a le sentiment que ce soutien vient défier ses propres pratiques et politiques. De plus, certains gouvernements peuvent refuser délibérément tout soutien au titre du Pilier 2 parce qu'ils ont l'intention soit de commettre eux-mêmes, soit de laisser faire, des atrocités de masse, sans aucune crainte que le Pilier 3 puisse être invoqué contre eux.

Par conséquent, depuis son adoption originelle, le cadre de la RdP a été sérieusement mis à mal et sa faiblesse fondamentale mise en lumière. RdP est contraint par un cadre construit exclusivement sur les Etats et dépendant du Conseil de Sécurité des Nations Unies pour en autoriser les provisions les plus agressives, et du consentement des gouvernements hôtes à autoriser toute forme de soutien.

Le risque des atrocités de masse est trop grave pour que le débat puisse achopper sur de telles contradictions. Nous avons besoin d'approches nouvelles à la prévention, plus adaptées, innovantes et indépendante de toute doctrine basée sur le Etats. Nous proposons dans cet article une approche nouvelle: la création d'un cadre de soutien international pour les

populations qui sont engagées dans des mouvements nonviolents de résistance civile afin d'obtenir des droits, la justice et la liberté contre des régimes non-démocratiques. A cette fin, nous proposons un nouveau cadre normatif appelé Droit d'Assistance (DdA), selon lequel une diversité d'acteurs - ONGs, Etats, institutions multilatérales et autres - peuvent organiser de tels efforts sans avoir besoin des Nations Unies ou gouvernements étrangers pour obtenir des autorisations officielles ou pour mettre en oeuvre ce Droit. DdA peut donner à des groupes d'opposition les incitations nécessaires à s'engager

*De son adoption initiale à
nos jours, la responsabilité
de protéger a été
endommagée et ses
faiblesses fondamentales
révélées.*

dans des stratégies nonviolentes de changement, réduisant ainsi les risques de guerre civile et d'atrocités de masse, et augmentant la probabilité de résultats politiques suivant un processus démocratique.

DdA en tant qu'approche alternative

Le Droit d'Assistance repose sur le postulat que le risque d'atrocités augmente de manière significative quand deux parties ou plus s'engagent dans un conflit violent. En effet, environ les deux tiers des atrocités de masse qui se sont produites entre 1945 et 2010 l'ont été dans un contexte de guerre civile.⁹ Donc si l'on veut réduire le nombre d'atrocités dans le monde, on soit réduire la probabilité d'éruption de conflits violents en tant que réponses à des disputes intérieures aux états.¹⁰

Les gouvernements non-démocratiques augmentent le risque de conflit violent.¹¹ La répression, la mauvaise gouvernance, l'absence de responsabilité des gouvernants et le manque de respect pour les droits qui caractérisent ces régimes, mènent les peuples au ressentiment et à la colère. C'est souvent l'incompétence, la corruption et la distribution inéquitable des ressources qui sont les causes des revendications populaires.

De tels gouvernements, s'il ne tenait qu'à eux ne pourraient jamais se réformer de l'intérieur pour évoluer vers plus de démocratie. Il est beaucoup plus fréquent que ce soit leurs populations qui finissent par trouver leur régime insupportable, se levant dans un large mouvement de résistance. Quand de tels mouvements populaires émergent (car il finissent toujours par émerger, la question étant de savoir *quand*), le choix fondamental qui se présente à eux est de savoir comment ils vont résister: par la violence ou par la nonviolence.

Les trois dernières décennies ont révélé que les peuples choisissent de plus en plus des tactiques nonviolentes dans leurs campagnes de résistance civile (que l'on qualifie parfois de campagnes nonviolentes, ou de mouvements de résistance civile).¹²

La résistance violente et non violente augmente l'instabilité sociale, mais le risque d'atrocités qui en résulte est beaucoup plus élevé pour l'insurrection violente que pour la résistance civile.

Ces campagnes sont menées par des rassemblement importants de gens ordinaires qui utilisent une large palette de tactiques telles que les grèves, les boycotts, la désobéissance civile, les manifestations de masse, les actions de non-coopération et autres actions nonviolentes pour la lutte pour les droits, la liberté et la justice.

Il peut sembler contre-intuitif que de telles campagnes puissent avoir la moindre chance de l'emporter face à des régimes autoritaires. Pourtant l'étude de ces mouvements révèle qu'ils font peser un lourd coût sur le gouvernement en termes de contrôle politique, économique et social, et exposent de larges contradictions dans le système de loyauté et d'intérêts de groupes divers dans la société. Face à des mouvements de non-coopération et de dissension répandus, soutenus et bien organisés, les défections au sein des Piliers de soutien du gouvernement deviennent de plus en plus probables. Les dirigeants peuvent opter pour des concessions et des réformes comme moyen de renforcer leur position, mais s'ils ont de plus en plus recours à la répression violente, la résistance civile populaire peut rendre leur système d'oppression insoutenable. Alors que la base sociétale et institutionnelle du régime se dissout, les ordres ne sont plus suivis et les dirigeants n'ont plus d'autre choix que d'abdiquer.

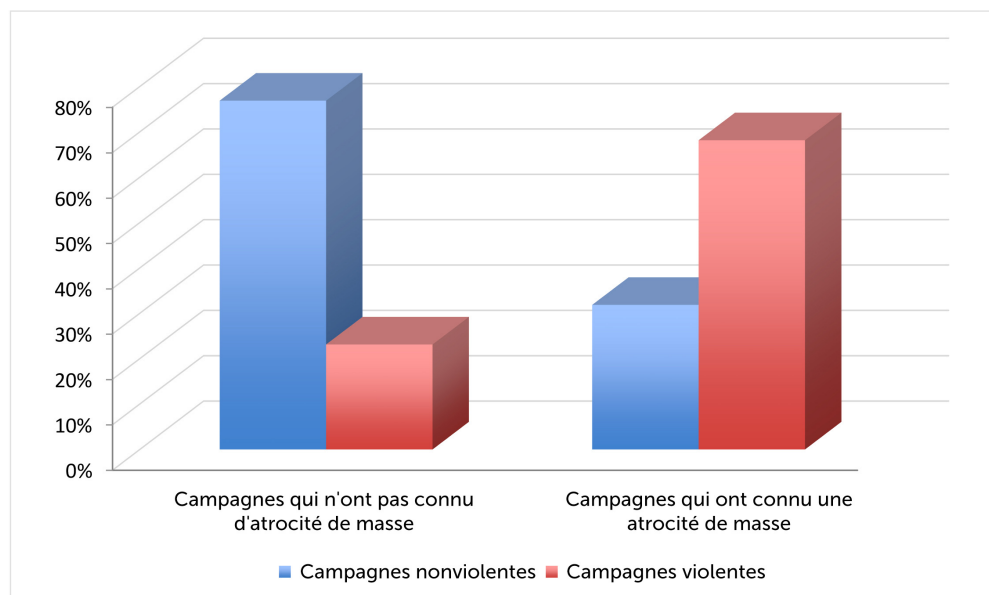
Comment le soutien aux campagnes de résistance civile peut aider à la prévention des atrocités de masse

La résistance civile, qu'elle soit violente ou nonviolente, accroît l'instabilité sociale. Cependant, le risque d'atrocités est largement plus élevé dans les cas d'insurrections violentes que dans ceux de résistance civile. Il serait donc essentiel de trouver les moyens d'inciter au choix de la résistance civile.

Une étude de 2018 par les chercheurs Evan Perkoski et Erica Chenoweth a montré des différences de risque entre les deux scénarios. Ils ont mis en évidence que 43% des soulèvements nationaux (utilisant des tactiques violentes ou nonviolentes) ont à un moment ou à un autre donné lieu à des massacres (définis comme des événements où au moins mille civils non-combattants sont tués de manière intentionnelle au cours d'un seul épisode de violence). Cependant cette probabilité varie fortement selon le type de résistance. Les campagnes violentes et armées ont trois fois plus de risques de connaître des épisodes de

tuerie de masse que les campagnes nonviolentes (68% contre 23%).¹³ Ce résultat a une portée majeure car contrairement à certains facteurs de risque structurels tels que la présence d'un gouvernement autocratique, ou la présence d'une élite ethniquement différente de la majorité, ou l'existence d'une idéologie excluante, qui sont tout autant de risques immuables dans le court terme, en revanche le choix du type de résistance peut être influencé de manière directe et immédiate par les groupes d'opposition sur le terrain, ainsi que par des acteurs externes.¹⁴

Figure 1: Récurrence des atrocités de masse en présence de campagnes violentes et nonviolentes



Source: Perkosi, Evan et Erica Chenoweth. (2018). *Nonviolent Resistance and Prevention of Mass Killings During Popular Uprisings*. Washington, DC: ICNC Press.

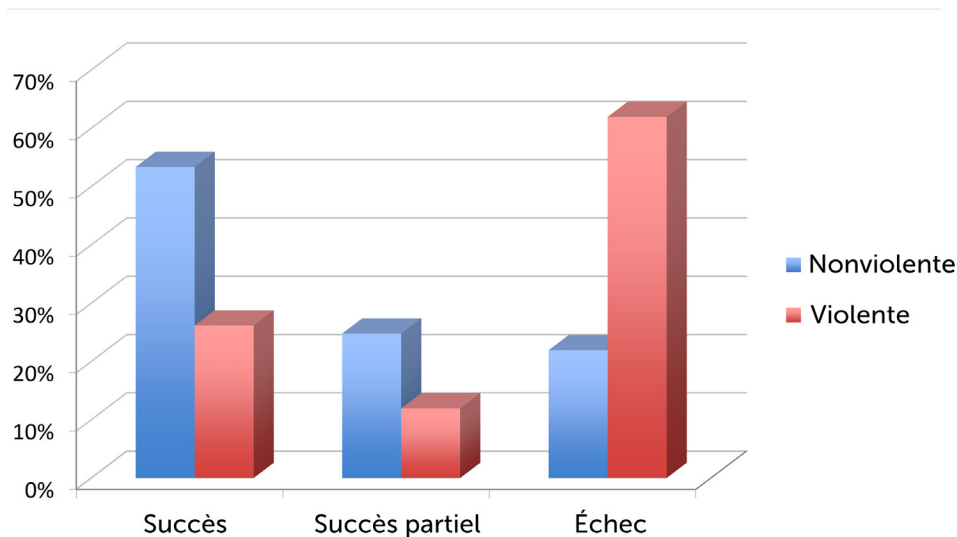
Au delà de la réduction des risques d'atrocités de masse, la résistance civile a aussi une probabilité bien plus grande de conduire à une transition politique démocratique, contrairement aux campagnes armées ou aux tentatives de changement lancées par les élites.¹⁵ La résistance civile a donc un potentiel bien plus élevé de réduire la portée des facteurs qui accroissent les risques d'atrocités (par exemple l'avènement d'un régime non-démocratique et ses corrélats fréquents: l'impunité et le manque de contrôle par le pouvoir civil des forces de sécurité, le manque d'état de droit, la corruption, l'inégalité des ressources et la marginalisation de certains groupes dans la société), tout en favorisant les facteurs propices à l'avènement de la démocratie, de la bonne gouvernance et d'une société civile forte, facteurs qui assurent la résilience de la société.¹⁶

Voici ce que les études montrent sur l'impact des campagnes violentes ou nonviolentes:

1. Les campagnes nonviolentes de résistance civile ont deux fois plus de chances que les insurrections violentes d'aboutir aux transitions politiques désirées

Dans un ouvrage de 2011 ayant reçu de nombreux prix, les chercheuses Erica Chenoweth et Maria Stephan ont systématiquement évalué l'efficacité de 323 campagnes sur la période 1900-2006, comprenant des campagnes violentes et des campagnes nonviolentes dont les objectifs avaient des ambitions maximalistes (changement du gouvernement, expulsion de forces étrangères d'occupation, indépendance nationale).¹⁷ Malgré ce à quoi on pourrait s'attendre, les données ont montré que les campagnes nonviolentes avaient achevé leur objectif de transition politique dans 53% des cas contre 26% des cas pour les insurrections violentes.¹⁸

Figure 2: Taux de succès des campagnes nonviolentes et violentes dans l'histoire: 1900-2006



Source: Chenoweth, Erica, et Maria J. Stephan. (2011). *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict*. New York: Columbia University Press.

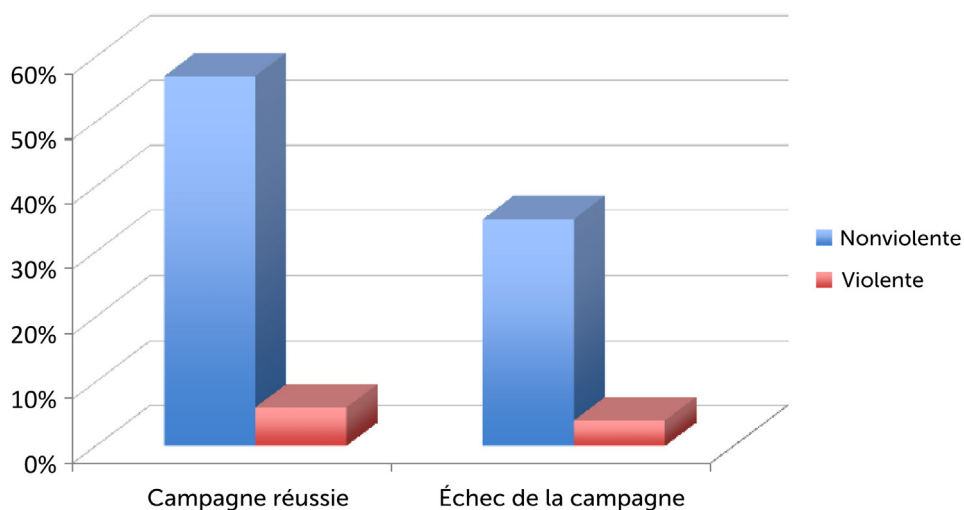
2. Les campagnes de résistance civile ont beaucoup plus de probabilité de produire des gains démocratiques durables que les insurrections violentes ou les transitions imposées par le haut et par les élites

Chenoweth et Stephan ont examiné les résultats des campagnes nonviolentes et violentes cinq années après que ces campagnes se soient terminées. Elles ont mis

en évidence que les transitions politiques conduites par la résistance civile ont abouti cinq ans après à des résultats démocratiques dans 57 pourcents des cas, contre seulement 6 pourcents pour les transitions générées par des insurrections armées.¹⁹

Elles ont également trouvé un résultat particulièrement remarquable: même des campagnes de résistance civile qui ont échoué semblent avoir planté des graines de développement démocratiques pour l'avenir. Après la dissolution de campagnes de résistance civile, sans avoir achevé la transition politique espérée, on observe dans 35% des cas l'émergence de résultat démocratique dans les cinq années qui suivent.²⁰

Figure 3: Probabilité qu'un pays soit démocratique cinq ans après la fin d'une campagne: 1900-2006



Source: Chenoweth, Erica, et Maria J. Stephan. (2011). *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict*. New York: Columbia University Press.

Beaucoup d'autres études ont montré une forte relation entre résistance civile, démocratisation, et autres facteurs de stabilité.²¹ Plus récemment, le chercheur Jonathan Pinckney a comparé les transitions générées par une résistance civile avec les transitions conduites par des insurrections violentes ou des changements imposés par le haut (tels que coups d'état et mouvement de libéralisation insufflés par l'élite). Il a mis en évidence que 74 pourcent des transitions provenant de la résistance civile conduisent à des démocraties alors que ce n'est le cas que pour 29 pourcents des transitions qui ne sont pas conduites par la résistance civile.²²

3. Les campagnes de résistance civile peuvent réussir même contre des adversaires puissants et autocratiques

On explique souvent le fossé entre les taux de réussite des campagnes violentes et nonviolentes par l'hypothèse que les campagnes violentes apparaîtraient davantage dans des contextes plus difficiles face à des régimes plus brutaux. Cependant, les données contredisent totalement cette supposition. En examinant 323 campagnes, Chenoweth et Stephan ont évalué les conditions selon lesquelles des campagnes émergent et réussissent, et elles concluent que:

Les statistiques montrent que la résistance civile a plus de chance de succès quelles que soient les conditions politiques environnantes y compris celles que les gens associent habituellement avec l'échec des campagnes nonviolentes.²³

... la vaste majorité des campagnes nonviolentes ont émergé dans des régimes autoritaires... où le fait même d'appartenir à une opposition pacifique peut avoir des conséquences fatales.

... même quand les études statistiques contrôlent le poids du type de régime politique, on montre que le caractère nonviolent de la résistance demeure un facteur significatif d'amélioration des chances de succès... et donc qu'il importe peu que l'adversaire soit un régime démocratique ou non-démocratique en ce qui concerne les chances de réussite des campagnes nonviolentes.²⁴

Pinckney met en lumière que:

... les épisodes de transitions de résistance civile n'ont pas lieu de manière systématiquement plus fréquente en milieu démocratique qu'en situation non-démocratique....

... même dans des conditions très défavorables, il est plus probable qu'une transition politique impulsée par une résistance nonviolente débouche sur un système démocratique qu'une transition qui aurait pris naissance dans la violence ou au travers d'une libéralisation imposée par le haut ou d'une intervention extérieure.²⁵

Chenoweth et Stephan ont aussi examiné l'impact du pouvoir de l'Etat sur l'émergence de campagnes et sur leurs résultats. Elles concluent que:

... La nature du pouvoir de l'Etat ne détermine pas le caractère violent ou nonviolent des campagnes qui émergent. C'est précisément dans certains des Etats les plus autoritaires et au pouvoir le plus abusif qu'émergent les campagnes nonviolentes...

Nous constatons également qu'il n'y a aucune relation entre les capacités [de l'Etat] et la probabilité de réussite [des campagnes]... la résistance nonviolente continue à être efficace quel que soit le degré de pouvoir de l'adversaire étatique....

Ces travaux révèlent la force de la résistance civile, capable de confronter les pouvoirs les plus inamovibles et les plus brutaux des autocrates, avec des taux de réussite bien supérieurs aux autres moyens alternatifs de transition politique.

*Lorsque des gens ordinaires
sous un régime non
démocratique décident de
se lever, le choix de la
résistance civile doit être
encouragé et soutenu.*

Ce n'est pas le rôle des acteurs extérieurs de tenter de créer de toute pièce des campagnes de résistance civile. Mais lorsque les citoyens décident de se confronter à un régime non-démocratique, des acteurs extérieurs devraient pouvoir donner à ces mouvements leur soutien et toutes les incitations possibles. Cette assistance extérieure pourrait aider le peuple à maintenir sa détermination nonviolente et à renforcer la discipline que ce choix implique. Ceci permettrait de minimiser les risques d'atrocités.

La mise en application de cette assistance extérieure permet de clarifier un grand nombre de questions. D'abord, quelles sont les formes d'assistance qui sont véritablement utiles aux mouvements? Ensuite, comment peut-on répondre à certaines des craintes et des questionnements relatifs au Droit d'Assistance, en particulier:

1. Quelles sont les campagnes qui devraient recevoir soutien et assistance?
2. Le soutien à la résistance civile est-il synonyme de soutien à un changement de régime?
3. Qu'en est-il si un soutien extérieur s'avère néfaste à une campagne?
4. Qu'en est-il si un soutien extérieur contribue à déstabiliser la société?
5. Quelles formes de soutien extérieur aux campagnes de résistance civile sont acceptables au regard du Droit International?
6. Comment peut-on invoquer le Droit d'Assistance? Et quelles instances devraient superviser ce Droit?

Le reste de cet article va tenter d'apporter des réponses à ces questions.

Quelles formes d'assistance sont-elles utiles aux campagnes?

Il est important de comprendre ce qui rend les campagnes de résistance civile efficaces afin de savoir de quel type de soutien extérieur elles bénéficient le plus.

On peut examiner cette question de deux manières: d'abord en prenant en compte ce qu'on appelle les "conditions structurelles" à savoir, le rôle que jouent ces conditions sur les campagnes; ensuite, en prenant en compte les choix tactiques opérés par les participants au sein d'une campagne.

La sagesse conventionnelle tend à croire que les conditions structurelles sont déterminantes dans la capacité d'une campagne à émerger et à réussir. Cependant, la recherche offre une conclusion différente, à savoir que les choix faits par les membres des mouvements de résistance civile ainsi que l'intelligence de leurs approches ont un impact significatif sur les développements d'une campagne et sa trajectoire. La recherche quantitative et qualitative nous enseigne que les campagnes nonviolentes ont pu triompher y compris face à des régimes puissants et non-démocratiques qui sont prêts à user d'une répression féroce.²⁶ Ces campagnes ont aussi émergé dans des types divers de sociétés et de pays avec des niveaux différents de développement économique.²⁷ Bien que les études n'aient pas examiné toutes les conditions de l'environnement social et politique des campagnes, on peut conclure des résultats de ces études que de la même manière que la qualité des choix et stratégies a un impact important sur d'autres types de contestations sociales (par exemple dans les champs du militaire, des affaires, ou même de la politique conventionnelle et des élections), elles ont aussi un impact en matière de résistance civile. La capacité des résistants de s'unifier et de se mobiliser autour d'objectifs prioritaires, de déterminer des tactiques et de les séquencer, de développer des communications efficaces de maintenir une discipline nonviolente, et de faire d'autres choix stratégiques qui peuvent être critiques pour l'emporter sur des conditions hostiles et obtenir des résultats positifs.

Concevoir la résistance civile comme une compétition dans laquelle chacun des côtés du conflit peut l'emporter s'il reste uni, organisé et stratégique dans ses actions, peut aider

à orienter la nature de l'aide extérieure. On doit effectuer davantage de recherche sur ce sujet, et plusieurs études sont déjà en cours, mais les cas historiques existants offrent une liste de plusieurs catégories différentes d'assistance qui peuvent avoir un impact.²⁸ Celles-ci incluent:

1. L'Éducation de masse à la résistance civile

Quand la population se lève contre un régime autoritaire, les gens font face au choix de l'utilisation d'actes violents ou nonviolents. On sait que lorsqu'on se sent menacé de manière existentielle, on tend à réagir de la façon qui semble la plus forte. Trop souvent l'insurrection violente est perçue comme la seule option viable. Les critiques de ce choix et les appels à la paix n'y changeront rien, à moins qu'il existe une alternative viable offrant d'autres moyens de lutte.²⁹

Les efforts d'éducation publique peuvent généraliser la prise de conscience que la résistance civile est une option ayant un taux de réussite bien plus grand et offrant de meilleures chances de changements positifs de long-terme que la violence. De plus, la résistance civile a la capacité de réunir bien plus de gens, en permettant à toutes les catégories de la population, hommes ou femmes, personnes âgées ou jeunes, de participer à cet effort collectif que les actions violentes, qui sont souvent l'apanage plus étroit démographiquement des jeunes hommes et parfois aussi jeunes femmes, en âge de se battre. Ainsi, Chenoweth observe que, statistiquement, "les campagnes nonviolentes comptent en moyenne onze fois plus de gens que les campagnes armées (en pourcentage de la population)."³⁰ Il existe également des barrières à l'entrée qui sont beaucoup moins infranchissables pour les campagnes de résistance civile que pour les insurrections armées. Par exemple, les gens peuvent participer à un boycott, à une action de protestation ou à d'autres actes de non coopération soit de façon visible soit de façon plus subtile, et ensuite retourner à leur vie quotidienne comme si de rien n'était, alors que le choix de l'insurrection violente comporte un coût personnel énorme et ceux qui s'y engagent doivent changer de vie de manière significative et parfois irréversible.

Une bonne communication sur tous ces aspects pourrait faire l'objet de campagnes d'information publique et entrer dans les curricula d'institutions telles que les écoles, les universités, les associations de voisinage, les syndicats, les lieux de cultes et les

clubs de jeunesse. Selon les publics, l'information pourrait être présentée avec une terminologie appropriée, et adaptée au contexte historique et aux valeurs de chaque société, en trouvant ses moyens d'expression au travers d'une grande diversité de vecteurs culturels, littérature, vidéos, films, émissions de télévision, spots publicitaires, morceau de musique, chansons, spectacles visuels, pratiques culturelles, événements populaires ou encore déclarations faites par des personnalités reconnues et respectées. L'éducation publique peut être soutenue par une action de recherche mettant en lumière les meilleures pratiques, les études de cas en résistance civile, le partage de ressources éducatives, et la traduction de ces ressources dans toutes les langues parlées autour du monde.

Une grande diversité d'acteurs externes peuvent potentiellement jouer un rôle dans tous ces efforts. Les activités d'éducation de masse peuvent éviter le problème d'affiliation à un mouvement politique particulier ou à un objectif politique affiché, en se focalisant plutôt sur un objectif général éducatif, à savoir, la dissémination de connaissances accessibles à un large public.

2. Construire la capacité des campagnes de résistance civile

Une seconde forme de soutien extérieur implique la construction de capacités pour les campagnes; afin de permettre aux activistes de s'unifier, de développer des stratégies et d'appliquer des connaissances en résistance civile dans leur contexte local pour atteindre des objectifs bien définis. Par exemple, le soutien d'ateliers en planification stratégique et le développement de ressources éducatives spécialement conçues pour un mouvement particulier, peuvent offrir aux activistes la possibilité d'approfondir leurs compétences et leurs connaissances, pour une meilleure coordination et planification de leurs actions communes.³¹

Les acteurs extérieurs peuvent aussi offrir des espaces de rencontres sécurisés et neutres (soit dans le pays soit à l'extérieur), soutenir les réunions de leaders et de dissidents, dans quelque pays que ce soit, et aider à étendre les réseaux de solidarité entre pairs et entre activistes vétérans et nouveaux activistes.³² Ces efforts peuvent renforcer le tissu social, établir des relations entre générations d'activistes, les anciens formant les jeunes, faciliter le développement de coalitions, et construire des réseaux basés sur la confiance, qui ont une importance cruciale afin d'assurer

l'unité pendant les actions collectives (surtout quand le régime a appliqué pendant des années la règle du "diviser pour mieux régner").

Dans certains cas, des acteurs extérieurs qui sont proches des mouvements du peuple peuvent fournir des fonds afin de soutenir l'infrastructure de ces mouvements. Ceci peut inclure le soutien aux organisations locales et à la construction de ses capacités à obtenir les ressources nécessaires au recrutement et à la formation de nouveaux participants, au développement de nouvelles stratégies, et à la coordination des efforts sur tout le territoire.

Ce type d'assistance devrait répondre aux demandes locales et aux besoins locaux tels que définis par la base, afin de fournir les informations, les analyses et les ressources dont les membres de la résistance civile ont besoin. Les acteurs extérieurs devraient également reconnaître qu'ils n'ont pas la vision exhaustive et la connaissance du contexte local et qu'en conséquence il ne doivent jamais s'impliquer directement ni en donnant des conseils spécifiques ni en faisant pencher la balance en faveur de tactiques particulières plutôt que d'autres.³³ Les acteurs extérieurs peuvent fournir des connaissances, des réseaux et des opportunités, mais c'est aux activistes locaux de s'en emparer et de décider comment les utiliser. La seule exception à cette règle est que les acteurs extérieurs ne devraient pas hésiter à donner le conseil net et clair aux activistes que tout choix éventuel d'actions violentes et armées s'avèrerait très probablement désastreux, comme cela a été démontré dans une très grande quantité de cas.³⁴

De plus, les acteurs extérieurs doivent être prudents s'ils veulent apporter leur aide financière car celle-ci peut conduire à des querelles et des rivalités au sein du mouvement et provoquer la fuite des talents, attirés par cette manne, et peut également perturber la prise de décision des acteurs locaux, et la définition de leurs objectifs. Enfin ceci peut conduire les adversaires à délégitimer le mouvement en l'accusant de collusion avec des acteurs étrangers, et justifier une recrudescence de la répression.³⁵ Cependant, il existe plusieurs moyens de réduire ces risques. Par exemple, en offrant des contributions en nature, ou en ne donnant que des aides financières modestes. Ou encore en créant des pratiques vertueuses entre activistes lorsque ceux-ci reçoivent ces aides en se basant sur les connaissances

d'intermédiaires qui peuvent conseiller les acteurs extérieurs sur les actions et les acteurs qui méritent le plus cette aide.³⁶

3. Amoindrir l'impact de la répression et du désordre

Tout soulèvement nonviolent ayant l'objectif de défier un gouvernement va inévitablement s'accompagner d'un désordre social et économique ainsi que d'une répression par les forces de l'ordre.

Le désordre peut prendre la forme de pertes de salaires (par exemple lors de grèves) ou de pénurie de biens et services. Dans ces cas, des acteurs extérieurs peuvent fournir des services alternatifs, y compris un fond de solidarité pour les activistes en grève et qui perdent leur capacité à nourrir leurs familles (comme ce fut le cas pendant les grandes grèves de Solidarnosc en Pologne dans les années 80, où des syndicats en Europe et aux Etats-Unis levèrent des fonds pour les travailleurs polonais en grève). Ils peuvent également fournir des services médicaux au travers d'institutions à l'intérieur du pays ou bien dans des zones sanctuaires à l'extérieur.

La répression peut varier en degré de sévérité (allant de sanctions administratives jusqu'à la violence physique) et en échelle (touchant quelques personnes ou des foules entières pendant des actions collectives). Afin d'amoindrir ces impacts, les médias et les ONGs peuvent donner davantage de visibilité aux activistes persécutés, une aide peut être donnée en fournissant un soutien légal, et les diplomates de pays étrangers ainsi que d'autres personnalités connues peuvent montrer leur solidarité aux dissidents en assistant à leur procès par exemple.³⁷ Tous ces efforts peuvent induire le gouvernement à avoir plus de transparence et une procédure judiciaire plus équitable, ce qui peut conduire à des peines plus légères.

De plus, lorsque des activistes sont menacés, une action rapide et la levée urgente de fonds peut leur fournir les moyens de quitter le pays avec leurs familles, prendre soin de leur santé physique et mentale, et considérer des options de retraite dans des espaces sécurisés en dehors de leur pays. Dans les cas les plus extrêmes, une expatriation d'urgence avec demande d'asile politique peut être offerte et soutenue financièrement.

4. Augmenter le coût de la répression pour le régime

Pour les gouvernements, la répression a toujours un coût, mais les dirigeants de régimes répressifs peuvent considérer que les bénéfices de la répression sont supérieurs à ses inconvénients. Il existe heureusement de nombreux moyens que les acteurs internationaux peuvent utiliser pour faire augmenter les coûts de la répression afin que les dirigeants et leurs agents de répression hésitent avant de la déployer - et s'ils décident néanmoins d'y avoir recours, ils auraient alors à payer bien cher ce choix.

Par exemple, la communauté internationale des défenseurs des droits humains réalise un travail remarquable et d'une importance cruciale en documentant toute atteinte aux abus de ces droits, en pointant du doigt publiquement les abuseurs, et en exigeant que ceux-ci soient poursuivis et répondent légalement de leurs actes. A l'avenir, si un gouvernement utilise la répression violente contre des activistes et résistants civils demandant simplement le respect de leurs droits, ne pourrait-il pas y avoir des procédures de recours systématique à l'échelle internationale à des enquêtes dont l'objectif pourrait être l'imposition rapide de sanctions ciblées contre les responsables de ces abus, par exemple le refus de visas et le gel de tous leurs comptes en banque à l'étranger?³⁸ De telles enquêtes pourraient également préparer le terrain pour d'éventuelles procédures judiciaires futures.

En outre les ONGs, les médias et les gouvernements peuvent donner plus de visibilité aux activistes à la tête de campagnes de résistance civile, de sorte que le régime subisse une opprobre généralisée s'il persécute ces personnalités représentant la résistance. Les gouvernements qui montrent de la sympathie à ces mouvements peuvent faire des déclarations visant à prévenir la persécution des activistes les plus en vue, en avertissant les régimes que leurs actes d'oppression seront sévèrement sanctionnés par la communauté internationale. Les pays qui ont des contacts formels et informels avec des services de sécurité à l'étranger peuvent aussi essayer

*Les diplomates peuvent
jouer un rôle clé dans
l'augmentation du coût de
la répression, par exemple
en se présentant aux
actions des campagnes
publiques en tant que
témoins.*

d'établir des canaux informels de communication entre leurs hauts fonctionnaires et ceux du pays faisant face à une résistance civile, afin de leur porter conseil en leur faisant connaître le prix et le risque à payer si ces hauts personnages de l'Etat suivaient aveuglément les ordres d'un autocrate visant à briser la résistance populaire nonviolente par tous les moyens.³⁹

Les diplomates peuvent jouer un rôle très important, par exemple en assistant à des actions menées par la résistance civile, en tant que témoins, et également en s'impliquant dans des actions coordonnées avec les représentants d'autres pays.⁴⁰ Les acteurs non-gouvernementaux sur le terrain peuvent aussi avoir un puissant effet dissuasif. Par exemple, la protection civile non-armée dans laquelle des civils (locaux ou étrangers) se forment au déploiement dans des zones sensibles, pour s'engager de manière proactive à communiquer avec les deux parties en conflit, permet éventuellement à ces témoins bien visibles de négocier et d'opérer une dé-escalation des tensions, ce qui peut éviter la répression.⁴¹

Les gouvernements qui soutiennent l'action des résistants civils peuvent aller jusqu'à menacer les régimes de toutes sortes de sanctions. Ils peuvent arrêter tout envoi d'armes et toute collaboration militaire. Ils peuvent convaincre ou faire pression sur leurs alliés pour en faire de même. Dans certaines conditions, ils peuvent même aller jusqu'à délégitimer des régimes qui s'adonnent à une répression de large ampleur, et au contraire à reconnaître l'opposition nonviolente comme véritable et légitime représentante du peuple.⁴²

Toutes les actions mentionnées ci-dessus ont plus d'impact lorsqu'une campagne de résistance civile est simultanément engagée dans une lutte nonviolente sur le terrain. Dans la mesure où ces actions extérieures réduisent la capacité d'un régime ou sa volonté à utiliser la répression, ces actions offrent aux campagnes nonviolentes un cadre plus grand pour rendre leur travail plus effectif. De plus, de telles actions peuvent modifier les incitations à réprimer de la part des acteurs internes au régime et à leurs alliés. Quand le soutien à un régime devient pour eux moins profitable et plus risqué, et quand la durabilité du régime est remise en question, leurs calculs purement basés sur leurs intérêts particuliers se transforment et peuvent provoquer leur désistement alors qu'ils étaient autrefois loyaux au régime.

5. Oeuvrer à la stabilité de la transition politique

Toutes les campagnes de résistance civile ne cherchent pas de transition politique complète mais beaucoup sont à la recherche de réformes et de changements partiels ou sectoriels, ce qui implique que le type d'aide extérieure que peut recevoir ce type de campagne est bien différent. Cependant, pour les campagnes qui recherchent des transitions politiques, l'aide des acteurs extérieurs la plus précieuse peut être celle qui vise à stabiliser ce processus de transition.

Par exemple, les acteurs extérieurs peuvent rencontrer des représentants des groupes d'opposition, les encourager à rechercher l'unité autour d'une vision commune, et d'un programme commun, et faciliter ce processus au travers du dialogue et de la négociation. De tels efforts sont potentiellement très importants car une opposition unie a plus de force et peut se prévaloir d'une légitimité populaire plus grande, ayant de plus grandes chances de conduire à une consolidation démocratique après la période de transition. Les acteurs extérieurs peuvent favoriser ce processus au travers d'incitations positives en promettant une aide économique et une assistance en tout genre y compris pour la reconstruction institutionnelle, à condition que la transition ait lieu.

Les acteurs extérieurs peuvent jouer un rôle important en ouvrant des canaux de communication confidentiels entre les activistes à la tête de la résistance civile et des dignitaires du régime afin de négocier les termes de la transition. Les Etats peuvent utiliser leurs contacts à l'intérieur du régime et de ses forces de l'ordre afin de les rassurer sur la nature de la transition dont ils pourraient également bénéficier s'ils acceptent de servir un gouvernement démocratique.⁴³ Les acteurs extérieurs peuvent aussi abaisser les coûts de la défection pour les élites du régime, en offrant par exemple protection à tous les lanceurs d'alerte au sein de ce régime qui accepteraient de faire savoir la vérité et de quitter les rangs du régime.

Enfin, les acteurs extérieurs peuvent aider à la stabilisation économique et politique d'une nation dans sa phase de post-transition, en remplissant leurs promesses d'assistance économique et de soutien technique, et potentiellement en déployant des observateurs afin de s'assurer que ne se produisent pas des représailles violentes contre des membres de l'ancienne élite.

Il est aussi important que les acteurs extérieurs reconnaissent qu'il soit nécessaire à la résistance civile dans la phase de post-transition de rendre les membres de l'ancienne élite responsable du système de corruption dont ils ont profité pendant si longtemps. Il faut également s'assurer que le nouvel arrangement politique reflète les aspirations qui ont porté le mouvement.⁴⁴ Les acteurs extérieurs doivent donc être prêts à jouer un rôle de surveillance auprès du nouveau gouvernement issu de la transition, lorsque celui-ci doit faire face à son tour à des mouvements citoyens nonviolents mobilisés contre lui.

Application de ce cadre au cas de la Syrie: réexaminer la résistance syrienne et ses possibilités

En considérant ce cadre conceptuel de cinq catégories d'aide extérieure, nous entreprenons maintenant d'analyser comment, dans un exemple réel, cette aide extérieure s'est manifestée et coordonnée et quel fût son impact.

En mars 2011, les syriens ont lancé des manifestations de masse, semblables à celles qui avaient fait irruption en Egypte sur Tahrir Square provoquant la chute du Président Moubarak, pensant qu'ils pourraient ainsi renverser le Président Assad. Tous les citoyens mobilisés montrèrent une très grande ingénuité, un courage immense et une détermination sans faille, mais ils étaient très mal préparés. La résistance civile permis dans les mois qui suivirent d'obtenir de grandes victoires sur le régime d'Assad, ébranlant fortement les fondations du régime, bien plus qu'à n'importe quel autre moment de son long règne de quatre décennies, et provoquèrent de très nombreuses défections. Malgré la répression du régime, la campagne continua à prendre de l'ampleur, mais, alors qu'Assad se maintenait toujours au pouvoir après plusieurs mois, nombreux furent ceux qui perdirent confiance dans l'efficacité des tactiques nonviolentes. L'Armée Libre Syrienne fut alors formée avec comme objectif affiché la protection des résistants nonviolents. Cependant cette posture défensive tourna vite à l'offensive et le basculement vers une insurrection armée (basée sur la croyance que la communauté internationale allait

*Alors que nous considérons
les préoccupations
concernant la mise en œuvre
de DdA ... nous devons
également prendre en compte
les coûts et les risques du
maintien du statu quo.*

l'appuyer et invoquer la Responsabilité de Protéger - RdP - comme cela avait été le cas en Libye) eut des conséquences désastreuses jusqu'à aujourd'hui.⁴⁵

Considérons ce qui aurait pu se passer si les acteurs extérieurs avaient soutenu des efforts de large dissémination de connaissances sur la nonviolence et sur son efficacité, avant même le soulèvement de 2011. Il est probable que le régime aurait objecté à cette intrusion à visée éducative mais il n'y a pratiquement rien dans le droit international sur lequel il aurait pu s'appuyer pour justifier cette objection (un point que nous analyserons plus loin) et il leur aurait donc été difficile d'empêcher de tels efforts.

Dans les années précédentes 2011, qu'en aurait-il été si des acteurs extérieurs (y compris les syriens vivant à l'étranger) avaient aussi soutenu cet effort de dissémination de connaissances sur la résistance civile et les mouvements nonviolents, auprès de dissidents sur le terrain qui en avaient exprimé le souhait? Peut-être même y aurait-il pu y avoir un effort soutenu auprès des groupes d'opposition pour les aider à s'unifier et à planifier la transition.

Que se serait-il passé si le peuple s'était préparé pour une lutte nonviolente de plusieurs années sans espérer voir Assad partir au bout de quelques mois? La recherche révèle qu'en moyenne une campagne nonviolente contre un régime dure trois ans au moins, ce qui, en tout état de cause, est bien plus court que la moyenne des insurrections armées, qui est de neuf ans.⁴⁶

A l'époque de la première manifestation publique en mars 2011, que se serait-il passé si la campagne nonviolente avait reçu un soutien international immédiat et coordonné, et si on n'avait donné aucune incitation à une insurrection armée comme moyen principal d'une intervention de la communauté internationale?⁴⁷

Face à la répression d'Assad contre les actions publiques nonviolentes, que ce serait-il passé si la tentative d'y répondre par la violence armée avait été rejetée massivement par la population et condamnée par la communauté internationale? Au lieu de quoi, les syriens auraient pu se reporter en *masse* sur des tactiques de long cours et à moindre risque telles que des boycotts, des ralentissements de la chaîne du travail dans toutes les entreprises ayant un lien avec le régime, afin que ceux qui profitaient de la dictature d'Assad commencent à perdre de l'argent.

Que se serait-il passé si les dissidents avaient réussi à s'unifier et à déterminer un processus de transition qui aurait pu être partagé et communiqué avec crédibilité à des agents du régime qui contemplaient la possibilité de le quitter? Que se serait-il passé si l'opposition avait été capable de développer une plateforme politique de gouvernement alternatif dont les membres étaient représentatifs d'une majorité de la population, et si la communauté internationale se soit mis à rejeter la légitimité du régime d'Assad pour reconnaître avec force cette opposition comme la représentante légitime du peuple syrien?⁴⁸ Que se serait-il passé si la communauté internationale avait promis son soutien financier ou d'autres formes d'assistance à un gouvernement syrien post-transition?

Bien que certaines de ces actions aient été appliquées unilatéralement par tel ou tel pays à petite échelle, nous ne saurons jamais quel impact aurait eu un effort plus coordonné et à grande échelle et à long terme, impliquant une très grande diversité d'acteurs extérieurs. Un tel effort aurait entraîné de grands coûts, des risques, et des défis techniques, mais rétrospectivement, il est clair qu'un tel effort aurait présenté une perspective bien plus prometteuse que ce qui s'est réellement passé. Par conséquent, quand nous aborderons dans la section suivante les questions concernant les risques possibles de l'application du Droit d'Assistance, nous devons également considérer les coûts et les risques que représente le maintien du status quo, dans lequel des régimes autoritaires, souvent soutenus par des puissances étrangères, peuvent réprimer violemment toute tentative nonviolente populaire et provoquer des catastrophes humanitaires en toute impunité.

Examiner les questions posées par le Droit d'Assistance

Quand des vies sont en jeu il faut examiner tout modèle d'intervention avec grande prudence. Cette section s'attache à considérer certains des problèmes possibles dans l'application du DdA, et tout autre commentaire ou résultat de recherche au sujet de l'une quelconque de ces questions seraient les bienvenus. Bien que cet article ne prétende pas évaluer de façon exhaustive chacune de ces questions, nous essayons de soulever les plus importantes d'entre elles. En particulier:

1. Quel type de campagne devrait recevoir une assistance extérieure?
2. Le soutien à une campagne de résistance civile est-il synonyme de soutien à un changement de régime?
3. Qu'en est-il si le soutien extérieur à une campagne nuit à celle-ci?
4. Qu'en est-il si le soutien extérieur contribue à de l'instabilité sociale?
5. Quelles sont les formes de soutien à des campagnes de résistance civile qui sont permises par le droit international?
6. Comment pourrait-on invoquer le Droit d'Assistance, et qui devrait en exercer sa supervision?

Question 1. Quel type de campagne devrait recevoir une assistance extérieure?

Nous proposons trois critères pour déterminer quelles campagnes devraient recevoir une assistance extérieure au titre du Droit d'Assistance. Des contextes différents requièrent de prêter attention à divers facteurs et il est nécessaire d'avoir des approches adaptées à ces différents contextes, afin d'affiner la recherche et étoffer cette liste à l'avenir.

Les trois critères de base sont:

a. Une campagne résolument fondée sur une discipline nonviolente

La discipline nonviolente demande à ce que les tactiques utilisées s'abstiennent de tout recours à la violence physique, à des menaces de violence physique, à des destructions de propriétés qui peuvent entraîner des violences physiques. Il est vital de maintenir cette discipline nonviolente, qui est une stratégie nécessaire, même si le mouvement est soumis à des provocations et à de la violence.

Le défi posé par ce critère est qu'il est virtuellement impossible pour une campagne de s'assurer que toute personne qui participe à une action publique reste nonviolente. Les campagnes sont généralement sans structures de commandes centralisées, et ne peuvent donc pas contrôler les actions de tous ses membres, en particulier ceux qui peuvent tout gâcher par une action violente. Il est aussi très fréquent que les régimes envoient des agents au sein des mouvements afin de provoquer la violence, de délégitimer le mouvement, et de fournir le prétexte pour une répression.

Par conséquent, il est nécessaire d'adapter ce critère de discipline nonviolente absolue, en tenant compte du contexte. Au minimum, une campagne doit officiellement et publiquement déclarer son attachement à des tactiques nonviolentes, et appeler à une discipline nonviolente tous les citoyens qui y participent. Ensuite il lui faut prendre des actions concrètes telles que des formations à la nonviolence offertes au plus grand nombre, promouvant la discipline nonviolente, dénonçant les actes de violence qui pourraient avoir lieu pendant que des actions publiques se déroulent, et faisant en sorte que tous les dirigeants du mouvement rappellent en toute occasion, et en particulier pendant les actions publiques, l'importance de maintenir la discipline nonviolente.

b. Les objectifs de la campagne doivent être en cohérence avec les droits humains reconnus internationalement

Les campagnes de résistance civile ont une large palette d'objectifs possibles qu'ils peuvent poursuivre à l'échelle locale, régionale, nationale ou internationale. Leur grande majorité recherche des changements de politiques et de pratiques en ce qui concerne les droits humains (droits des minorités, droits des peuples autochtones, droits des femmes, droit du travail); la santé publique et la sécurité (vis à vis de

dégradations environnementales, de groupes criminels, de conflits armés); d'équité économique; de normes sociales et culturelles; de bonne gouvernance (luttres contre la corruption et reconnaissances des droits de propriétés); ou encore de gouvernance démocratique.

Cependant, toutes les campagnes n'ont pas nécessairement de tels objectifs. Certaines cherchent à user de tactiques nonviolentes afin de marginaliser et de porter préjudice à une catégorie de la population (par exemple, le boycott de commerces appartenant à une minorité). D'autres peuvent utiliser les moyens de la résistance civile en soutien à des partis politiques dont les programmes et les pratiques sont contraires à la démocratie et aux droits humains.

Afin de contrecarrer ce risque, un critère de base à retenir pour qu'une campagne puisse être éligible à recevoir le Droit d'Assistance, est que toutes ses pratiques doivent être clairement en cohérence avec la Déclaration Universelle des Droits Humains, et en faire la promotion.⁴⁹

c. La campagne de résistance civile est séparée de tout parti politique existant

Les campagnes de résistance civile organisent souvent des actions pendant les campagnes officielles électorales. Cependant, ce n'est pas le rôle de la communauté internationale de choisir son favori parmi les candidats, et en conséquence, le soutien extérieur au titre du Droit d'Assistance ne devrait pas être donné à des partis politiques. La communauté internationale a tout intérêt à soutenir un processus électoral libre et démocratique, la neutralité de l'administration électorale, et l'indépendance des instances de la société civile observant la bonne tenue des élections. Ainsi, bien que le critère de total désengagement du processus électoral ne soit pas requis par une campagne pour être éligible au DdA, son indépendance de tout parti politique établi, est un critère essentiel.

Question 2: Le soutien à la résistance civile est-il synonyme de soutien au changement de régime?

Une politique extérieure visant le changement de régime est souvent le fait d'une puissance étrangère qui entreprend des actions délibérées avec l'objectif de faire

chuter le gouvernement en place. Les moyens généralement utilisés comprennent la guerre entre Etats, l'armement et l'entraînement de forces armées insurrectionnelles, le soutien à un coup d'Etat, la manipulation de l'information, le financement de groupes d'opposition et de partis politiques engagés dans une variété d'activités.

Le Droit d'Assistance se base sur des prémisses bien différents. Dans les campagnes de résistance civile, ce sont les participants de la campagne sur le terrain qui décident des objectifs et des décisions à prendre pour faire avancer ces objectifs, et non pas des agents extérieurs. De plus, de telles campagnes ont une grande diversité d'objectifs, certains de l'ordre de la réforme, et demandant le respect des droits, et qui n'ont donc rien à voir avec un changement de régime ou une transition politique.⁵⁰

Ceci dit, il est assez évident que certaines campagnes recherchent un changement de gouvernement quand celui-ci qui ne rend aucun compte de ses actes à la population. Parfois ces campagnes commencent avec des revendications réformistes et basées sur la demande du respects de droits, mais quand leurs efforts sont réduits à néant par la répression systémique, la corruption et l'incompétence du gouvernement, l'objectif de ces mouvements devient le changement de régime. Dans de telles circonstances, ce choix relève de la campagne elle-même et non d'acteurs extérieurs. Ce choix est également le résultat des actions du gouvernement - alors que des réformes et des compromis auraient pu maintenir le régime en place, son obstination a transformé les demandes du peuples.

Malgré cette dynamique, on peut légitimement se demander si des soutiens extérieurs pourraient tenter de fomenter des campagnes de résistance civile au sein d'un pays ou de manipuler les objectifs d'une campagne afin de favoriser le renversement du régime politique. L'usage du Droit d'Assistance ne devrait jamais être approuvé comme moyens vers de telles fins. De tels efforts rencontreraient de toutes façons de considérables défis. Les campagnes de résistance civile se composent de milliers ou de millions de gens qui prennent la décision personnelle de se mobiliser et de passer à l'action (parfois avec le sacrifice important de leur temps, de leur énergie, de ressources matérielles, sans compter les risques sur leur sécurité). La légitimité populaire des objectifs, des actions et de la communication est un élément essentiel de toute campagne, car celle-ci se doit de représenter les doléances et les aspirations du peuple entier, sinon les gens arrêtent de

la soutenir. Si, à la requête de puissances extérieures, une campagne adopte un agenda qui n'est pas en résonance avec les préoccupations domestiques, la participation du public déclinera rapidement.⁵¹ En effet, le soutien extérieur qui cherche à manipuler une campagne nonviolente a une plus grande probabilité de causer l'échec de cette campagne plutôt que de parvenir à ses fins (à moins que ces fins ne soient précisément de produire l'échec de cette campagne).⁵²

Question 3: Le soutien extérieur peut-il avoir un impact négatif sur une campagne?

Cela peut être un défi pour des acteurs extérieurs bien intentionnés de savoir discerner entre tous les moyens de soutiens possibles à une campagne, lequel choisir, et quand, où, comment et à quel groupe particulier apporter ce soutien. Les campagnes sont généralement moins structurées que des ONGs, peuvent avoir des chaînes de commande et de responsabilité qui manquent de clarté, et ces campagnes dépendent de la mobilisation populaire volontaire pour leur réussite. Il y a toujours un risque que le soutien extérieur puisse nuire à une campagne, accroître le risque de la répression et causer des divisions internes parmi les groupes qui la composent.

Ce sujet mérite plus de recherche, mais voici quelques un des principes que les acteurs extérieurs devraient considérer:

1. Ecouter les besoins des communautés mobilisées

Les acteurs extérieurs devraient commencer par chercher à comprendre le contexte dans lequel ils peuvent s'impliquer. Du fait que la résistance civile est un phénomène qui vient de la base, les acteurs extérieurs doivent faire tous les efforts possibles pour identifier tous les groupes qui sont directement partie prenante de la mobilisation. Toute assistance devrait refléter les besoins exprimés par le peuple et non pas lui être imposée.

2. Soutenir l'appropriation locale du mouvement et sa mise en puissance des acteurs locaux

Les acteurs locaux sont ceux qui dirigent les campagnes nonviolentes. Ils ont une connaissance intime du terrain, ils prennent tous les risques, et sont entièrement impliqués dans cet effort et dépendent complètement de son résultat. Par conséquent,

le soutien extérieur devrait être conçu comme une extension des efforts locaux et non pas se substituer à eux. Les acteurs extérieurs doivent montrer une grande souplesse et être prêt à lâcher en grande partie leur contrôle afin de permettre aux partenaires sur le terrain et aux acteurs locaux qui reçoivent cette aide d'utiliser celle-ci de la manière dont ils en ont le plus besoin.

3. Ne pas donner de conseil stratégique ou tactique, à l'exception de celui concernant la nécessaire discipline nonviolente

Tous ceux qui sont extérieurs à la cause défendue par un mouvement peuvent partager des études de cas, des résultats de recherche, et des outils de planification, ainsi que s'engager dans un dialogue socratique avec les activistes sur le terrain au sujet de la priorisation des diverses tactiques. Cependant, du fait que les observateurs extérieurs généralement n'ont pas toute la connaissance du contexte local, ils ne devraient pas donner de conseils précis ni militer pour l'adoption de certaines actions. La seule exception à cette règle concerne la question de l'usage de la violence contre lequel les acteurs extérieurs devraient s'exprimer en toute liberté. Il a été démontré empiriquement et statistiquement que l'usage de la violence s'avère un choix désastreux pour les populations, et la recherche grandissante sur ce sujet a établi l'incontestable supériorité des tactiques nonviolentes.

4. Coordonner le soutien avec d'autres acteurs extérieurs quand cela est nécessaire

Pour maximiser l'impact de l'assistance extérieure il est souvent nécessaire de coordonner les efforts de plusieurs acteurs extérieurs. Il existe plusieurs formes de soutien qui peuvent être fournies, par et pour une diversité d'acteurs. De plus, il y a une grande quantité de facteurs qu'il faut prendre en compte telles que le calendrier le plus adéquat et le contexte local. Les campagnes ont des besoins très divers et certains acteurs extérieurs peuvent être mieux équipés que d'autres pour répondre à un besoin plutôt qu'un autre, sachant que ces besoins peuvent évoluer au cours du temps.

5. Ne jamais nuire, ni par son action ni par son inaction

En consultation avec des groupes locaux en qui on peut avoir confiance, il faut considérer les risques de nuisance que peuvent causer à la fois l'action et

l'inaction. Dans certains cas où les acteurs extérieurs peuvent recevoir des signaux contradictoires de la base, ou une information parcellaire et insuffisante, il peut être sage de s'abstenir de s'engager dans une quelconque action en attendant de recueillir plus d'information (par exemple sur la manière dont l'assistance extérieure pourrait impacter d'autres acteurs locaux). Dans d'autres cas, si un grand nombre de groupes, qui inspirent confiance, sont tous engagés activement dans des actions de résistance civile, et demandent tous une assistance, alors les acteurs extérieurs doivent considérer d'y répondre favorablement, même si ces requêtes locales se font de manière inattendues et abruptes. Les acteurs locaux sont seuls à même de déterminer le niveau de risque qu'ils sont prêts à courir et s'ils recherchent assistance parfois de manière urgente, le manque de réponse et d'action de la part d'acteurs extérieurs peut avoir des conséquences tragiques.

Question 4. Le soutien extérieur peut-il contribuer à l'instabilité sociale?

Certains avancent l'argument qu'on ne devrait pas interférer et soutenir des campagnes de résistance civile car cela peut contribuer à augmenter l'instabilité sociale dans un pays et donc peut accroître le risque de guerre civile et d'atrocités de masse. Par exemple, deux pays, la Syrie et le Yemen, ont vécu une phase de campagnes nonviolentes en 2011 qui ont ensuite donné lieu à des conflits sanglants. En Syrie, l'opposition nonviolente fut rapidement débordée par une aile armée qui s'est transformée en insurrection, alors qu'au Yemen, la résistance civile a transformé l'environnement politique et les groupes d'opposition commencèrent rapidement à exiger des changements politiques en utilisant la force. Ces deux cas soulèvent une question préoccupante, à savoir que malgré l'observation faite que statistiquement la résistance civile a de grandes chances de conduire à des transitions démocratiques, il existe une minorité de cas où elle génère des conséquences dramatiques.

La recherche a permis de calculer ce risque. Chenoweth et Stephan ont observé que dans les dix années qui suivent une campagne nationale de résistance civile (qu'elle ait réussi ou échoué) il existe 28 pourcent de risques d'éruption d'une guerre civile. En comparaison, dans les dix années qui suivent une campagne violente (qu'elle ait réussi ou échoué) ce risque est de 42 pourcent.⁵³ Bien que la probabilité d'apparition d'une guerre civile soit bien plus importante dans le cas d'une campagne violente, la

probabilité de 28% à la suite de campagnes nonviolentes est suffisamment élevée pour qu'on s'interroge sur ses causes.

Il est clair que davantage de recherche est nécessaire afin de déterminer ce qui explique des résultats si divergents - pourquoi la résistance civile montre-t-elle une grande prédisposition à conduire à des résultats démocratiques dans la majorité des cas, alors que dans un quart des cas environ, elle entraîne des épisodes de grande violence dans la décennie qui suit. On doit également considérer plusieurs autres points:

a. La probabilité qu'une guerre civile éclate dans un régime non-démocratiques (même en l'absence de mouvement de résistance civile) dans n'importe quelle période de 10 ans, n'est pas nulle.

b. Chenoweth et Stephan observent que lorsque une campagne de résistance civile nonviolente coexiste avec des groupes de résistance armée, la probabilité qu'il éclate une guerre civile dans la phase post-conflit pendant une période de 10 ans, grimpe de 27 à 49 pourcent.⁵⁴ Ce résultat constitue un argument de poids pour qu'une assistance extérieure intervienne le plus tôt possible auprès d'une campagne nonviolente pour tenter de l'enjoindre à endiguer et stopper tout développement éventuel d'une aile armée en son sein.⁵⁵

c. Des transitions politiques finissent toujours par se produire dans tous les pays - y compris les Etats non-démocratiques - et ces épisodes accroissent toujours le risque de guerre et d'atrocités. Ce qui apparaît comme une sorte de "paix" relative dans les régimes non-démocratiques, n'est que superficiel et cache la suppression des demandes de changements qui sont sous-jacentes et trouvent parfois le moyen de faire surface et de s'exprimer.

Ainsi, des risques d'instabilité qui dégénèrent en guerre civile et en atrocités sont inhérentes à tout modèle autoritaire de gouvernance. La question est de savoir quels types d'incitations à l'éruption de guerre civile et d'atrocités peuvent apparaître dans les mouvements de résistance civile, en comparaison avec d'autres formes alternatives. L'absence d'intervention par des acteurs extérieurs peut sembler être l'option qui pose

le moins de risque, mais le manque de soutien à la résistance civile peut résulter en une plus grande volatilité dans le plus long terme. En l'absence de tout bénéfice, de toute information et de tout soutien à la construction de capacités du mouvement nonviolent, les citoyens peuvent penser que le recours à la violence soit la seule option réaliste qui leur soit disponible, et une campagne nonviolente naissante peut alors se transformer en une insurrection violente.

Par conséquent, alors que le soutien extérieur peut (ou non) accélérer l'émergence d'une campagne et l'instabilité éventuelle qui l'accompagne, l'efficacité des gains provenant de ce soutien extérieur (en ce qu'il permet d'éviter le recours à la violence) peut s'avérer supérieure aux risques possibles liés à l'existence de ce soutien. Comme l'ont écrit les analystes politiques Maria J. Stephan, Sadaf Lakhani et Nadia Naviwala:

Du fait que les acteurs extérieurs ne sont probablement pas capables d'empêcher les gens de s'engager dans un type de protestation ou d'action directe quel qu'il soit, en particulier s'ils sont en situation de souffrance aiguë, ces acteurs extérieurs peuvent au moins minimiser les risques d'instabilité violente en investissant dans la capacité de la société civile à développer ses moyens de résister de manière nonviolente et à maintenir une discipline nonviolente.⁵⁶

Question 5: Quelles sont les formes de soutien à des campagnes de résistance civile qui sont permises par le droit international?

Poser cette question implique d'abord de déterminer si la résistance civile nonviolente elle-même est protégée au titre du droit international. Pour la plupart des tactiques nonviolentes, la réponse est oui. Les manifestations de masse, les boycotts et un grand nombre d'autres actions nonviolentes sont des expressions de l'exercice de droits humains tels qu'ils sont inscrits dans de nombreux traités internationaux, en particulier:

- Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (International Covenant on Civil and Political Rights - ICCPR)
- La Charte Africaine des droits de l'homme et des peuples
- La Convention Européenne de sauvegarde des Droits de l'homme et des libertés fondamentales (European Convention on Human Rights and Fundamental Freedoms - ECHR)

- La Convention américaine des droits humains (American Convention on Human Rights)
- La Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

De manière plus spécifique, la chercheuse et juriste Elizabeth A. Wilson examine la question de la protection de plusieurs formes de protestation au regard du droit international des droits humains et conclut que "[les acteurs nonviolents] sont protégés par... le droit à l'auto-détermination, le droit à s'assembler pacifiquement et tous les droits relatifs à la participation politique."⁵⁷

Une question plus ardue concerne le fait de savoir s'il existe un droit d'assistance à des populations exerçant leur droit humain au travers de la résistance civile. Sur ce point, de nombreux traités régionaux et internationaux, des résolutions de l'Assemblée des Nations Unies et des déclarations et pratiques d'autres institutions internationales (telles que le Conseil des Droits de l'homme et autres entités fondées sur des traités internationaux) fournissent une base pour étayer l'argument que ce droit d'assistance existe bel et bien.⁵⁸ A partir de ce corpus de normes, et de ces précédents, Maina Kiai, l'ancien Rapporteur spécial des Nations Unies pour la liberté de réunion et d'association pacifiques, remarque que:

Le droit à la liberté d'association n'inclut pas seulement la capacité des individus et des entités légales de former des associations et de les joindre, mais aussi de *rechercher, recevoir et utiliser* des ressources - humaines, matérielles et financières - provenant de sources domestiques, étrangères et internationales.⁵⁹ (emphase ajoutée)

Wilson fait la même remarque - qu'afin d'être totalement effectifs, certains droits humains ont besoin d'être accompagnés de droits secondaires:

Le droit premier qui consiste à pouvoir s'engager dans des protestations nonviolentes, implique l'existence de droits à la participation politique, de droits à la liberté d'expression, à la liberté d'information, et la liberté de se réunir et de s'associer... certains de ces droits premiers et fondamentaux... [correspondent aux] droits secondaires relatifs au soutien des acteurs nonviolents. Le droit à l'information...

[correspond] au droit à communiquer de l'information. Le droit de s'associer avec ceux qui veulent apporter leur soutien... [correspond] au droit de s'associer avec ceux qui souhaitent recevoir un soutien....⁶⁰

Le contre-argument le plus courant à toute forme d'assistance internationale est que le principe de souveraineté et la règle de non-intervention donne au chef du gouvernement le droit de mettre un point d'arrêt à toute aide extérieure qu'il juge indésirable. Cependant, cet argument n'est pas aussi incontournable qu'il semble être. La règle de non-intervention a été conçue à l'origine comme embargo contre toute intervention armée dans un pays tiers - il n'est pas précisé si cet embargo s'applique à d'autres formes de soutien d'un pays à l'autre, notamment le transfert d'information.⁶¹

En outre, en droit international, le concept de souveraineté de l'Etat peut se concevoir de manière inhérente comme relevant du peuple d'un pays, et non pas de la personne du chef de l'Etat. Ainsi, un chef d'Etat ne peut invoquer la souveraineté que dans la mesure où la population peut exprimer librement et régulièrement ses préférences à confier sa souveraineté à un gouvernement particulier. Si les dirigeants étouffent la démocratie et échappent à tout sens de leurs responsabilités, ils ne sont clairement pas en mesure de clamer qu'ils représentent la population de leur pays, et leur invocation de souveraineté est sans aucun fondement.⁶²

Il existe des droits d'autodétermination et de participation politique qui ne peuvent pas être annulés par des décrets de souveraineté auto-proclamée. Par exemple, l'article 1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques déclare que:

Tous les peuples ont droit à disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel.⁶³

L'article 25 énonce que:

Tout citoyen a le droit et la possibilité:

- a. De prendre part à la direction des affaires publiques, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis;

- b. De voter et d'être élu, au cours d'élections périodiques, honnêtes, au suffrage universel et égal et au scrutin secret, assurant l'expression libre de la volonté des électeurs;
- c. D'accéder, dans des conditions générales d'égalité, aux fonctions publiques de son pays.⁶⁴

Ces droits humains sont reconnus, et si on doit leur donner un sens véritable dans la vie de tous les jours, alors on peut y avoir recours contre l'arbitraire de toute déclaration de souveraineté de régimes autoritaires. Ainsi que l'ancien Rapporteur spécial Maina Kiai l'a remarqué dans son second rapport thématique au Conseil des Droits de l'homme des Nations Unies:

La protection de la souveraineté de l'Etat ne fait pas partie de la liste des intérêts légitimes dans le [Pacte international relatif aux droits civils et politiques].... Les Etats ne peuvent se référer à d'autres corpus de droits, même ceux inclus dans la législation domestique et ne peuvent pas interpréter de manière laxiste les obligations internationales afin de réduire le droit à la liberté d'association.... Affirmer que la sécurité nationale est menacée quand une association reçoit des fonds d'une source étrangère n'est pas seulement infondé et fallacieux, c'est aussi en contradiction complète avec le droit international relatif aux droits humains.... (c'est nous qui soulignons).

Les associations, qu'elles soient financées par des sources domestiques ou étrangères, devraient être libres de promouvoir leurs opinions, même si elles sont minoritaires et dissidentes, [et] pouvoir défier leurs gouvernements au sujet de leurs politiques relatives aux droits humains ou aux campagnes pour des réformes démocratiques, sans être accusés de trahison ou être traités de termes péjoratifs.⁶⁵

Kiai remarque de plus que "la résolution 22/6 du Conseil des Droits de l'homme appelle les états à s'assurer qu'"aucune loi ne doit criminaliser ou délégitimer des activités en défense des droits humains, en raison de l'origine de ses financements."⁶⁶

Par conséquent, plusieurs tactiques de résistance civile sont protégées au titre du droit international relatif au droits de l'homme, et ces droits rendent possibles plusieurs formes

diverses de soutien extérieur. A minima, il est autorisé d'échanger de l'information et les acteurs extérieurs ont le droit de la fournir. D'autres formes de soutien extérieur, telles que de l'assistance matérielle à des groupes de la société civile exerçant leurs droits humains et leur promotion, ne peuvent pas être mis sous embargo par le gouvernement sous prétexte de menace à leur souveraineté. La charge de la preuve de devrait pas reposer sur les campagnes de résistance civile pour justifier l'assistance qu'elles reçoivent, mais devrait au contraire reposer sur les gouvernement autoritaires, pour qu'ils justifient en quoi il leur est légitime de recourir au principe de souveraineté pour contrevenir aux droits de leur population et leur refuser toute assistance extérieure.

Question 6: Comment pourrait-on invoquer le Droit d'Assistance, et qui devrait en exercer sa mise en oeuvre?

Des questions centrales en affaires internationales reposent sur la question de la légitimité des interventions de pays étrangers et de la supervision de celles-ci. Le droit d'assistance (DdA) doit être aussi considéré dans cette perspective. Sous quelles conditions certaines actions sont-elles garanties, quelles actions sont-elles permises, qui peut en décider, et à qui ces divers acteurs doivent-ils rendre des comptes?

La doctrine de la responsabilité de protéger répond à ces questions en fondant les actions à entreprendre sur les éléments suivants: a) le consentement du pays hôte; ou b) le déclenchement par l'existence d'atrocités de masse. Ce dernier est considéré comme un abandon de fait de la responsabilité souveraine, ce qui ouvre la porte aux formes les plus coercitives d'action étrangère directe. Pour répondre aux question de légitimité et de responsabilité, RdP est invoqué au sein des Nations Unies, qui sont l'entité en exerçant la supervision.

Le droit d'Assistance contraste avec ceci en ce qu'il peut être déclenché par d'autres éléments, que son invocation ne requiert pas autant de formalité, et qu'il apporte d'autres remèdes. DdA a comme point de départ les droits des peuple à obtenir l'information et à s'engager dans des actes nonviolents de résistance civile qui sont protégés par le droit international relatif aux droits humains. La première catégorie d'assistance - l'éducation de masse - ne requiert aucun déclencheur formel car elle est liée quasi exclusivement à un échange d'information qui est publique et s'adresse à la société dans son ensemble, plutôt qu'à une faction en particulier. De plus, plusieurs formes d'assistance qui entrent dans la seconde catégorie - la construction de capacités - font également partie au sens large des

activités des droits humains qui sont protégées internationalement. Ces formes de soutien peuvent avoir le plus d'impact avant qu'une campagne largement visible ait émergé, et peuvent relever du DdA dirigée vers des groupes qui présentent les critères adéquats.

Si un gouvernement menace de réprimer ou s'engage dans la répression qui violent les droits des acteurs nonviolents, alors les troisième et quatrième catégories du DdA - la mitigation de l'impact et l'accroissement des coûts de la répression - peuvent être déclenchés.⁶⁷

Enfin, si un gouvernement a perdu sa légitimité populaire et est déterminé à garder le pouvoir à tout prix, et si la population recherche la transition politique, alors la cinquième catégorie d'assistance - l'aide à une transition stable - peut être déclenchée.

Ces déclencheurs d'action se trouvent plus bas sur le curseur que ceux utilisés pour le RdP, mais les formes d'action envisagées pour le DdA sont aussi beaucoup moins interventionnistes que celles autorisées pas le RdP.

En ce qui concerne le moyen dont le DdA peut être invoqué, comme on l'a rappelé plus haut, le DdA peut être conçu comme

Une partie de la force du DdA réside dans le fait qu'il peut impliquer des Etats, mais il peut être beaucoup plus flexible et non lié dans un cadre exclusivement centré sur l'État.

un cadre normatif selon lequel une diversité d'acteurs - des ONGs, des états, des institutions multilatérales et autres - peuvent organiser leurs efforts sans avoir besoin de l'autorisation officielle de l'ONU ou de gouvernements étrangers pour les mettre en oeuvre. Cependant, le débat, la critique et une recherche plus approfondie sont toutes les bienvenues pour étayer ce sujet, afin d'obtenir un processus plus structuré et plus formel à l'avenir. En ce qui concerne l'établissement d'un tel processus, nous aimerions insister sur le fait que - en se reposant sur les leçons du RdP - toute démarche qui mettrait un pouvoir de veto dans les mains d'un seul Etat résultera très probablement dans une situation de blocage. Ce qui fait la force du DdA est que, bien qu'il fasse intervenir des Etats, il a une plus grande souplesse et n'est pas restreint à un cadre exclusivement centré sur les Etats. En ce qui concerne la supervision, on doit reconnaître que le DdA pourrait servir de

prétexte à des acteurs qui chercheraient à intervenir dans des buts infâmes - cherchant à déstabiliser des Etats, et d'en mettre à mal la souveraineté. Afin de se préserver de ce possible effet pervers, on peut avancer trois critères de soutien aux mouvements au titre du DdA, et ces critères devraient être par la suite raffinés et étendus. Pour donner plus de force à ces critères, il serait nécessaire de sanctionner les acteurs qui justifient un recours au DdA tout en ignorant ces critères. On doit également noter qu'à partir du moment où une campagne commence à suivre un programme déterminé par une puissance étrangère, elle perd de sa légitimité populaire et la participation au mouvement peut en pâtir. Par conséquent, le fait que les campagnes nonviolentes peuvent dépérir si elle succombe à un contrôle extérieur, tend à décourager les efforts des puissances étrangères à s'en servir comme des armes de politique extérieure.⁶⁸

Un développement qui pourrait donner une structure plus solide au DdA serait que le droit international reconnaisse un statut spécial aux campagnes nonviolentes de la même manière qu'il a historiquement reconnu les insurrections violentes. Cette reconnaissance légale pourrait offrir de plus grandes chances d'appliquer les critères qualifiant à toutes les campagnes existantes et de mettre en pratique une supervision formelles de toute forme de soutien.

La reconnaissance légale internationale pour les insurrections armées et le statut qui lui est associé sont basés sur l'idée que la souveraineté provient de l'exercice d'un "contrôle effectif" sur la population ou sur un territoire. Dans ce cadre, on conçoit le contrôle effectif comme une preuve qu'une population a accepté le fait d'être dirigé par un gouvernement. L'insurrection armée généralisée est donc conçue dans ce cadre comme la réfutation du contrôle effectif par le gouvernement et une preuve du refus du peuple d'être régi par ce gouvernement; ce qui, par le passé, a fourni la base pour garantir le statut légal des insurrections qui répondent à certains critères.⁶⁹

Cependant, il n'y a pas d'analogie de la reconnaissance légale internationale pour des campagnes de résistance civile généralisées, malgré le fait que, comme l'observe la légiste et chercheuse Elizabeth A. Wilson:

La grande inclusivité des mouvements nonviolents leur donne une base solide pour

légitimer leur représentation de "la volonté du peuple" contrairement aux groupes de résistance armée....⁷⁰

Lorsqu'un mouvement de résistance a évolué pour devenir un mouvement de masse de grande ampleur contenant une plateforme inclusive, on peut en conclure que la population a effectivement et de manière démontrable, retiré son consentement au gouvernement comme représentant légitime aux yeux de la communauté internationale.⁷¹

Et:

Puisque plusieurs de ceux engagés dans la lutte nonviolente considèrent celle-ci non pas comme une négation du conflit (pacifisme) mais comme une alternative au conflit violent et une autre manière de faire la guerre, on peut défendre l'argument selon lequel les résistances civiles de large ampleur créent un état de fait qui est analogue à la guerre civile, sans la violence qui va avec.⁷²

La reconnaissance des campagnes de résistance civile pourrait donc être un ajout utile au DdA.⁷³ Une telle reconnaissance pourrait également donner des incitations essentielles aux activistes pour leur choix de stratégies nonviolentes de changement, réduisant ainsi le privilège dont jouissent actuellement les insurrections armées dans le droit international, et créant les fondements légaux pour une plus grande protection des campagnes de résistance civile qui respectent et promeuvent la reconnaissance des droits humains fondamentaux.

Conclusion

L'existence de conflits entre les peuples et leurs gouvernements est inévitable. La manière dont ces conflits sont menés est déterminante dans leur capacité constructive ou destructive.

Au sein de l'idéal démocratique, les tensions sont canalisées au travers du processus politique dans lequel les règles sont claires, considérées largement comme légitimes, et la manière dont les autorités les font respecter est impartiale, de sorte que les conflits peuvent être gérés de façon constructive.

Sous une régime non-démocratique, les règles sont souvent opaques, ambiguës, et considérées comme injuste ou illégitime. Cette situation conduit à l'accroissement des revendications, et à une demande croissante de moyens de gérer les conflits à l'extérieur du cadre corrompu des institutions. Le choix que le peuple décide de faire pour se battre - au travers de moyens violents ou nonviolents - est porteur de risques bien différents en termes d'atrocités de masse.

La responsabilité de protéger ne considère pas l'importance de ce choix, ni la puissance des campagnes de résistance civile. De plus, RdP est limitée par les contraintes érigées par le Conseil de sécurité de l'ONU, et sa conception étroite des options disponibles pour remédier aux atrocités de masse.

Le droit d'assistance, par contraste, reconnaît qu'on le devrait privilégier le choix de la résistance civile plutôt que celui de l'insurrection armée car il réduit le risque d'atrocité et accroît les chances de résultats stables et respectueux des droits humains. De plus, le DdA n'a pas besoin pas d'être invoqué par un vote formel du Conseil de Sécurité de l'ONU. Il permet plutôt d'abriter une variété d'acteurs qui peuvent organiser leurs efforts et les légitimer, bien que DdA puisse à l'avenir évoluer vers une forme plus structurée, au travers de la pratique et des débats.

Les formes de soutiens que le DdA peut déployer sont beaucoup moins interventionnistes que celles relatives au Pilier 3 de la responsabilité de protéger. Elles consistent surtout en

des formes de communication promouvant les stratégies nonviolentes de changement, les efforts d'éducation et de partage des connaissances, la promotion du dialogue parmi les groupes d'opposition, certaines formes de soutien matériel ciblé, des efforts de prévention de la répression et de réduction de son impact, et des efforts pour exercer une pression nonviolente sur l'adversaire d'un mouvement. De telles actions reposent sur un corpus de normes et de règles du droit international ainsi que d'expériences passées.

Toute intervention extérieure porte en elle le potentiel de déclencher des résultats nuisibles à un mouvement. Cette question doit être considérée avec beaucoup de sérieux car certaines formes de soutien (telles que le financement direct par une puissance étrangères de campagnes de résistance civile) peuvent avoir des impacts négatifs. Cependant, de tels risques ne devraient pas empêcher d'explorer le rôle positif que les acteurs extérieurs peuvent jouer, et une recherche plus approfondie est nécessaire pour développer et raffiner les modèles d'assistance constructive aux campagnes de résistance civile.

En outre, de la même manière que toute intervention est potentiellement porteuse de risques, l'inaction l'est tout autant. Une société sous un joug autoritaire stable peut sembler moins susceptible de connaître des atrocités de masse, mais ce risque augmente dès que la contestation commence au sein de la population. Ne rien faire pour promouvoir la résistance civile comme une option viable et réaliste, et ne pas soutenir la population quand elle s'engage massivement dans des tactiques nonviolentes, peut accroître les risques qu'elle ne change ensuite de direction et choisisse la violence.

Ainsi, quand le peuple s'organise pour exercer ses droits humains reconnus internationalement et pour demander des comptes à son gouvernement, et le respect de ses droits et de la justice, le soutenir apparaît le meilleur choix possible qui se présente à la communauté internationale afin de réduire la probabilité d'événements tragiques et d'atrocités de masse.

Notes de bas de page

¹ UN General Assembly. (2005, September 16). *2005 World Summit Outcome, A/RES/60/1, paras. 138-139.*

http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/60/1

² Basé sur l'assemblée générale de l'ONU: (2009, January 12). *Implementing the Responsibility to Protect: Report of the Secretary General, A/63/677.*

<https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N09/206/10/PDF/N0920610.pdf?>

³ Conseil de sécurité de l'ONU. (17 de marzo de 2011). *Resolución 1973. S/RES/1973.*

https://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/RES/1973%282011%29

⁴ Le 14 Avril, 2011, Le Président américain Obama, le Premier Ministre britannique Cameron, et le Président français Sarkozy ont publié une lettre commune dans laquelle ils déclaraient: "Il est impensable que quelqu'un qui a essayé de massacrer son propre peuple puisse jouer un rôle dans un futur gouvernement. Les citoyens courageux de ces villes qui ont résisté aux forces de sécurité qui les ont ciblés sans merci, se trouveraient menacés par des représailles sanglantes si le monde acceptait un tel arrangement. Ce serait une trahison inadmissible...."

"De plus, cela condamnerait la Libye à être un Etat paria, ainsi qu'un état en faillite. Khadafi a promis de lancer des attaques terroristes contre des avions et des bateaux civils. Du fait qu'il ait perdu le consentement de son peuple, tout arrangement qui le garderait au pouvoir entraînerait encore plus de chaos et de désordre. Nous savons par expérience ce que cela pourrait produire. Ni l'Europe, ni l'Afrique du Nord ni le monde ne peuvent se permettre qu'existe un tel refuge à terroristes...."

"... aussi longtemps que Khadafi est au pouvoir, l'OTAN doit maintenir ses opérations pour que les civils continuent à être protégés et que la pression sur le régime s'accroisse. Ensuite, une transition véritable de la dictature à un processus constitutionnel inclusif pourra commencer, sous la direction d'une nouvelle génération de dirigeants. Pour que cette transition ait lieu, Khadafi doit partir et pour de bon."

Obama, Barack, David Cameron, and Nicolas Sarkozy. (2011, April 14). *Libya's Pathway to Peace. The International Herald Tribune.*

<https://www.nytimes.com/2011/04/15/opinion/15iht-edlibya15.html>

⁵ La Libye est devenue instable en raison des factions armées. Juste six mois après la

chute de Khadafi, Human Rights Watch observait que de nombreux abus (combats, représailles, expulsions de résidents) "semblent si étendus et systématiques qu'ils peuvent être qualifiés de crimes contre l'humanité" (Human Rights Watch, 2012).

En 2015, Alan Kuperman a décrit la situation telle qu'elle se déroulait: "En Octobre 2013, le bureau du haut commissaire aux Nations Unies pour les droits humains rapportait que la 'vaste majorité des 8000 détenus qu'on l'on estime avoir été arrêtés en lien avec le conflit, l'ont été en dehors de toute procédure.' Amnesty International a publié un rapport l'an dernier révélant les traitements barbares qu'ils ont subis. 'Les détenus ont été soumis à des tortures, frappés avec des tubes plastiques, des bâtons, des barres de métal et des câbles. Dans certains cas ils ont été soumis à des chocs électriques, suspendus dans des positions contorsionnées pendant des heures, les yeux bandés, entravés, avec leurs mains menottées dans le dos, et privés d'eau ou de nourriture.'" Le rapport mettait aussi en évidence 93 attaques sur des journalistes libyens, pendant les premiers neuf mois de 2014 - 'y compris des enlèvements, des arrestations arbitraires, des assassinats, des tentatives d'assassinats, et des assauts physiques.' Dans l'ouest de la Libye, des attaques continuaient de se produire, qui, comme le concluait le rapport n'étaient rien moins que des 'crimes de guerre.' La conséquence d'une telle violence à tous les niveaux de la société fut un exil d'environ 400000 Libyens, comme les Nations Unies l'ont estimé, qui ont fui leur résidence, en quart d'entre eux ayant fui le pays."

Human Rights Watch. (2012, April 18). Libya: Wake-Up Call to Misrata's Leaders Torture, Killings May Amount to Crimes against Humanity.

<https://www.hrw.org/news/2012/04/08/libya-wake-call-misratas-leaders>

Kuperman, Alan J. (2015, March/April). Obama's Libya Debacle: How a Well-meaning Intervention Ended in Failure. *Foreign Affairs*, 94(2).

<https://www.foreignaffairs.com/articles/libya/obamas-libya-debacle>

⁶ Par exemple: "Un membre de l'Armée Libre Syrienne révéla dans une interview 'nous ne pensions pas pour une seconde que notre combat allait durer longtemps. Nous pensions que notre résistance armée servirait de déclencheur pour que la communauté internationale vienne à notre secours, comme elle l'avait fait en Libye. Ils seraient venus bombarder le palais d'Assad et ça aurait renversé le régime. Quand on s'est aperçu que ça ne se produirait pas, on s'est retrouvés coincés avec une lutte armée pour laquelle nous n'étions pas du tout préparés.'"

Bartkowski, Maciej J., and Julia Taleb. (2015). Myopia of the Syrian Struggle and Key Lessons. In Matthew Burrows and Maria J. Stephan (Eds.), *Is Authoritarianism Staging a Comeback?* (p. 137). Washington, DC: The Atlantic Council.

⁷ Specia, Megan, and David E. Sanger. (2018, May 16). How the 'Libya Model' Became a Sticking Point in North Korea Nuclear Talks. *The New York Times*.
<https://www.nytimes.com/2018/05/16/world/asia/north-korea-libya-model.html%20>

⁸Le chercheur Alan Kuperman écrit: "Le Président russe President Vladimir Putin s'est plaint que les forces de l'OTAN avaient 'franchement violé la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la Libye, quand, au lieu d'imposer une zone d'exclusion aérienne (no fly zone) ils se sont mis à lancer des bombes.' Son ministre des affaires étrangères, Sergey Lavrov, a expliqué que le résultat, fut que pour le cas de la Syrie, la Russie 'n'accepterait jamais de donner au Conseil de sécurité l'autorisation de faire la même chose qu'en Libye.'"

Kuperman, Alan J. (2015, March/April). Obama's Libya Debacle: How a Well-meaning Intervention Ended in Failure. *Foreign Affairs*, 94(2).
<https://www.foreignaffairs.com/articles/libya/2019-02-18/obamas-libya-debacle>

Voir aussi:

Gutterman, Steve. (2011, June 16). UPDATE 1-Russia, China urge adherence to Libya resolutions. *Reuters*.
<https://www.reuters.com/article/libya-russia-china-idAFLDE75F13V20110616>

⁹ Bellamy, Alex J. (2011, February). Mass Atrocities and Armed Conflict: Links, Distinctions, and Implications for the Responsibility to Protect. (Policy Analysis Brief). Stanley Foundation, p. 2.
<https://stanleycenter.org/publications/pab/BellamyPAB22011.pdf>

¹⁰ Comme le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon l'a déclaré: "... si on ne traite pas des causes à la racine des conflits [violents]— et si on n'offre pas de solutions durables— on se retrouvera avec de plus en plus de situations d'urgence humanitaire et d'opérations de maintien de la paix qui n'en finiront plus."

Ki-Moon, Ban, *Informe del Secretario General sobre la aplicación de la resolución 1625 (2005) del Consejo de Seguridad relativa a la prevención de los conflictos, en particular en África, S/2008/18*, Nueva York, Secretariado General de las Naciones Unidas. <https://undocs.org/S/2008/18%20>

¹¹ De nombreuses études sur la relation entre déclenchement de guerre civile et nature du régime politique "montrent une confirmation empirique d'une relation en 'U inversé' entre le niveau de démocratie et la probabilité qu'éclate un conflit armé interne" (Hegre, 2014). En d'autres termes, ces études montrent que de régimes hybrides, qui combinent des caractéristiques autocratiques et démocratiques, ont le risque le plus élevé de voir éclater une guerre civile.

De tels résultats confirment l'idée qui semble logique, que des démocraties complètes ont une très faible probabilité de connaître des guerres civiles. Mais ils montrent également que les régimes autoritaires les plus durs (malgré le fait qu'ils ont une probabilité importante d'entrer en guerre contre d'autres états, et montrent tous des abus sévères des droits humains) ont de faibles risques de voir émerger une guerre civile.

Afin d'explorer cette question plus en détails, des chercheurs ont désagrégé la catégorie large de "type de régime" en se focalisant sur des variables plus étroites telles que la capacité du gouvernement et la présence d'élections, et la qualité de leur tenue. Ces études montrent en quoi la valeur de la démocratie et des élections peuvent réduire le risque de guerre civile, comparé à un régime autoritaire.

En analysant la capacité du gouvernement, en particulier les indicateurs de la faiblesse du gouvernement, Gleditsch et Ruggeri ont exploré des données de 1946-2004 et ont trouvé qu'une "grande faiblesse étatique" accroît la probabilité de l'émergence de guerre civile, et quand on contrôle l'échantillon de données sur cette variable, ils trouvent que "la démocratie a clairement un effet négatif sur le risque d'émergence de guerre civile..." (Gleditsch and Ruggeri, 2010).

En se focalisant sur la présence d'élections et sur le degré de liberté de la compétition électorale en tant que des aspects clés d'un régime, soit démocratique soit autocratique, Bartusevičius et Skaaning analysent des données de 1817-2006 et trouvent que les gouvernements "caractérisés par des contestations électorales sans contraintes, ont une performance bien supérieure à tout autre régime pour ce qui est de la paix civile." De plus, l'idée que des régimes hybrides puissent avoir des probabilités plus élevées que les régimes autoritaires durs à voir apparaître des guerres civiles est remise en question par leurs résultats car ils trouvent que "les régimes hybrides caractérisés par de la compétition électorale quelle qu'elle soit, montrent plus de paix civile que des autocraties sans élections."

Examinant encore plus en détail la question du type de régimes autocratiques (à plusieurs partis ou à parti unique, et non-électoral) et en quoi il accroît le risque de guerre civile, Bartusevičius et Skaaning observent que des régimes qui sont absolument non-électoraux créent le plus grand risque, que ceux qui ont des élections non compétitives ont également des risques élevés, et que "quelle que soit leur forme, à parti unique ou à partis multiples; les autocraties électorales....semblent être intrinsèquement prônes à l'émergence de conflits violents...."

Leurs résultats les conduisent à adopter la même conclusion que Hegre et al., à savoir "Il existe bel et bien une paix civile démocratique" et "le chemin le plus fiable vers la paix domestique stable dans le long terme est la démocratisation le plus rapidement possible" (Hegre et al., 2001).

Bartusevičius, Henrikas, and Svend Erik Skanning. (2018). Revisiting democratic civil peace: Electoral regimes and civil conflict. *Journal of Peace Research*, 55(5), pp. 626, 638.
<https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0022343318765607>

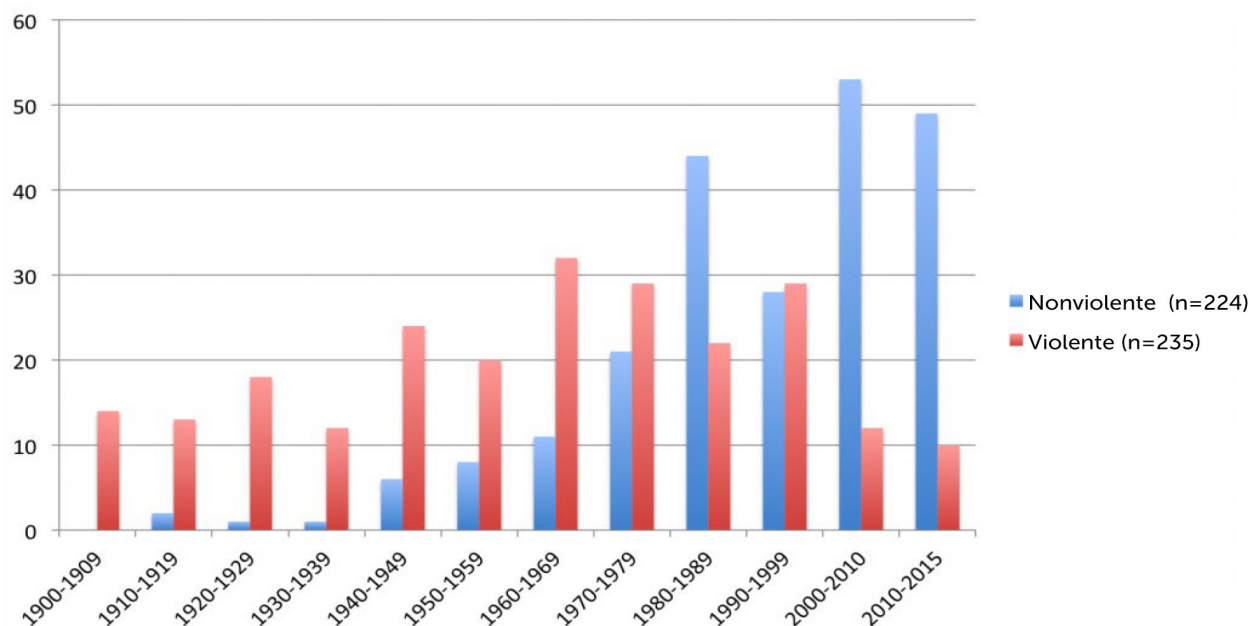
Gleditsch, Kristian Skrede, and Andrea Ruggeri. (2010). Political opportunity structures, democracy, and civil war. *Journal of Peace Research*, 47(3), p. 300.
<https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0022343310362293>

Hegre, Håvard. (2014). Democracy and armed conflict. *Journal of Peace Research*, 51(2), p. 160.
<https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0022343313512852>

Hegre, Håvard, Tanja Ellingsen, Scott Gates, and Nils Petter Gledissch. (2001, March). Toward a Democratic Civil Peace? Democracy, Political Change, and Civil War, 1816-1992. *American Political Science Review*, 95(1), p. 44.

¹² La chercheuse Erica Chenoweth observe que l'émergence de campagnes nonviolentes à la recherche d'objectifs maximalistes (changement de gouvernement, autodétermination, ou expulsion d'une force d'occupation) a doublé en nombre des années 1990s aux années 2000, et est en passe de doubler à nouveau dans la décennie 2010-2019 qui vient de se terminer.

Emergence de campagnes nonviolentes à la recherche d'objectifs maximalistes: 1900-2015



Chenoweth, Erica, and Maria J. Stephan. (2016, January 18). How the world is proving Martin Luther King right about nonviolence. *Washington Post*.
<https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2016/01/18/how-the-world-is-proving-mlk-right-about-nonviolence/>

¹³ Ce résultat est particulièrement remarquable car les campagnes nonviolentes représentent une menace plus grande pour le régime qui cherche à se maintenir au pouvoir que des campagnes violentes (car les campagnes nonviolentes ont un plus grand taux de réussite menant à des transitions politiques), donc on aurait pu s'attendre à ce que ces campagnes conduisent davantage à des massacres de masse.

Perkoski, Evan, and Erica Chenoweth. (2018). *Nonviolent Resistance and Prevention of Mass Killings During Popular Uprisings*. Washington, DC: ICNC Press, p. 8.
<https://www.nonviolent-conflict.org/wp-content/uploads/2017/07/nonviolent-resistance-and-prevention-of-mass-killings-perkoski-chenoweth-2018-icnc.pdf>

¹⁴ Les facteurs de risque structurels dont la liste est mentionnée ici proviennent de: Harff, Barbara. (2019). Countries at risk of genocide and politicide after 2016—and why. En Barbara Harff and Ted Robert Gurr (Eds.), *Preventing Mass Atrocities: Policies and Practices* (pp. 30-31). New York and Oxon: Routledge.

¹⁵ Pour un synopsis de toute la recherche pertinente sur ces sujets, voir:

Bartkowski, Maciej. (2017, September 17). Do Civil Resistance Movements Advance Democratization?. *Minds of the Movement* (blog), International Center on Nonviolent Conflict.
https://www.nonviolent-conflict.org/blog_post/civil-resistance-movements-advance-democratization/

Pour plus d'information sur la résistance civile et sur les transitions démocratiques, voir la note de bas de page 21.

¹⁶ Le chercheur Stephen McLoughlin écrit: "Deux facteurs de risque liés au type de régime accroissent de façon significative le risque d'atrocités de masse. Le premier est **l'absence ou la limitation de la démocratie**; le second est la limitation de **l'état de droit...**" (c'est nous qui soulignons).

"Les droits humains, la stabilité politique et la prospérité économique sont tous des prémisses à l'état de droit. Quand un régime abusif ou affaibli dédaigne l'état de droit, et quand en particulier il n'existe aucun contre pouvoir, la population est beaucoup plus vulnérable à la précarité et à la discrimination. Le manque d'impartialité du système juridique permet l'impunité à ceux qui s'adonnent à des actes de discrimination et de violence vis à vis des groupes les plus vulnérables..."

"L'Etat de droit connaît à la fois des risques et de la résilience. Quand il est faible, le risque d'atrocités de masse s'accroît. Quand il est fort, le risque diminue" (McLoughlin, 2014).

La chercheuse et experte en histoire des génocides Barbara Harff conclut de ses recherches que: "Plus un pays **place le contrôle total dans les mains de quelques uns, surtout si l'élite au pouvoir représente une minorité** ethnique, plus grandes sont les chances de conflits futurs qui mènent à des atrocités de masse et à des génocides" (Harff, 2019).

En termes de facteurs de résilience qui réduisent les risques d'atrocités, Stephen McLoughlin (2014) mentionne la **"bonne gouvernance"** comme facteur majeur. De même, Jack Goldstone et al. montrent que la démocratie est un facteurs réduisant le risque de "guerre ethnique, révolution, et génocides": "les éléments clés d'une **démocratie stable** combinent **l'accès totalement ouvert et libre aux postes politiques avec une compétition politique totalement institutionnalisée et fonctionnelle....** Là où ces conditions sont remplies, même au sein de conditions qui semblent inhospitalières pour la stabilité ou la démocratie, les risques relatifs de guerre, de révolutions et de génocides, sont tous radicalement plus bas" (c'est nous qui soulignons) (Goldstone et al., 2005).

Alex Bellamy inclut comme sources de résilience **"une société civile vibrante et un secteurs privé actif"** et **remarque que** "... une attention excessive portée à des rêves fantaisistes de sauvetage par des forces extérieures détourne l'attention de l'importance du travail des sociétés civiles locales, des populations et des individus, qui oeuvrent à leur propre protection. La communauté internationale doit se focaliser sur ces capacités domestiques qui aident les sociétés à réduire les risques de violence et à naviguer de manière pacifique dans les eaux troubles des temps difficile..." (Bellamy, 2011).

Bellamy, Alex J. (2016, April). Reducing Risk, Strengthening Resilience: Toward the Structural Prevention of Atrocity Crimes. (Policy Analysis Brief). Stanley Foundation, p. 9. <https://stanleycenter.org/publications/pab/Risk-Resilience-BellamyPAB416.pdf>

Goldstone, Jack A., Ted Robert Gurr, Barbara Harff, Marc A. Levy, Monty G. Marshall, Robert H. Bates, Jay Ulfelder, and Mark Woodward. (2005, September). *A Global Forecasting Model of Political Instability*. Artículo presentado en la Reunión Anual de la Asociación Estadounidense de Ciencia Política en Washington, DC. <http://globalpolicy.gmu.edu/documents/PITF/PITFglobal.pdf>

Harff, Barbara. (2019). Countries at risk of genocide and politicide after 2016—and why. In Barbara Harff and Ted Robert Gurr (Eds.), *Preventing Mass Atrocities: Policies and Practices* (p. 30). New York and London: Routledge.

McLoughlin, Stephen. (2014). *The Structural Prevention of Mass Atrocities: Understanding Risk and Resilience*. London and New York: Routledge, pp. 55-57.

¹⁷ Chenoweth et Stephan ont créé le projet de données NAVCO (Nonviolent and Violent Campaigns and Outcomes- Campagnes nonviolentes et violentes et leurs résultats) qui: "... contient un échantillon de campagnes de résistance basé sur le consensus des chercheurs dans l'étude des conflits violents et nonviolents. Les campagnes de résistance incluent des campagnes pour un changement de régime domestique, contre les occupations étrangères, ou pour la sécession ou l'autodétermination. Ne sont pas incluses dans ces données les campagnes sociales et économiques telles que le mouvement des droits civiques ou le mouvement populiste aux Etats-Unis. Le critère d'admission dans la base de données NAVCO demande) ce qu'une campagne ait un objectif politique particulièrement perturbateur, tel que mettre fin à un régime politique, à une occupation étrangère, ou faire sécession. Environ dix campagnes (quatre nonviolentes et six violentes) ne sont pas entrées dans ces catégories mais ont été néanmoins incluses dans la base de données."

Stephan, Maria J., and Erica Chenoweth. (2008). Why civil resistance works: The strategic logic of nonviolent conflict. *International Security*, 33(1), p. 15.

¹⁸ Chenoweth, Erica, and Maria J. Stephan. (2011). *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict*. New York: Columbia University Press, p. 73.

De plus, quand les taux de succès trouvés dans la base de données NAVCO 1.0 sont classés selon l'objectif de la campagne, les résultats montrent que les campagnes de résistance civile qui sont à la recherche de transitions politiques contre des gouvernements (et non pas des objectifs d'autodétermination ni d'expulsion de forces d'occupation étrangères) ont un taux de succès de 59% pour les campagnes nonviolentes, et de seulement 27% pour les campagnes violentes.

Stephan, Maria J., and Erica Chenoweth. (2008). Why civil resistance works: The strategic logic of nonviolent conflict. *International Security*, 33(1), p. 8.

¹⁹ Chenoweth, Erica, and Maria J. Stephan. (2011). *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict*. New York: Columbia University Press, pp. 213-215.

²⁰ *Ibid.* p. 216.

²¹ D'autres études sur la résistance civile, la transition politique et la démocratie montrent que:

1. Les transitions qui sont guidées par la résistance civile ont une plus grande probabilité de conduire à la démocratie que les insurrections violentes (Karatnycky and Ackerman, 2005; Celestino and Gleditsch, 2013).

2. Les transitions qui proviennent de processus impulsés du haut vers le bas par les élites ont moins de chances de mener à la démocratie. Karatnycky et Ackerman ont examiné 67 transitions de sortie de régimes autocratiques entre 1972 et 2005 et ont trouvé que 50 d'entre elles étaient inspirées par ce qu'ils appellent 'résistance civile' et que 14 seulement proviennent d'efforts dirigés par l'élite. De plus, 32 parmi les 50 transitions (14%) guidées par la résistance civile ont conduit à des résultats démocratiques complets, alors que ce résultat maximal ne se produit que pour seulement 2 des 14 transitions (14%) qui provenaient d'un processus impulsé par le haut (Karatnycky and Ackerman, 2005).
3. Les transitions provenant de la résistance civile mènent à des résultats démocratiques beaucoup plus durables dans le temps (qui persistent 47 ans en moyenne) que les transitions nées dans la violence (pour lesquelles les régimes démocratiques post-transition durent en moyenne 5 ans) ou les transitions qui n'ont aucune composante de résistance civile (pour lesquelles les régimes démocratiques post-transition ne durent en moyenne que 9 ans) (Bayer, Bethke, and Lambach, 2016).
4. La qualité de la démocratie qui suit une transition menée par une résistance civile est plus grande que pour les transitions qui ne sont pas produites par une résistance civile (Bethke and Pinckney, 2016).
5. Les pays qui ont fait l'expérience de transitions conduites par une résistance civile ont une plus grande probabilité de connaître une plus forte croissance économique dans les années de post-transition que les pays qui font l'expérience de transitions conduites par les élites et imposées par le haut (Johnstad, 2010).
6. En moins d'une décennie après la transition conduite par la résistance civile, les gouvernements ont en moyenne rattrapé leur retard en matière d'espérance de vie à la naissance, atteignant ou dépassant la moyenne mondiale d'espérance de vie (Stoddard, 2013).

Pour un synopsis de ces résultats et d'autres données, voir:

Bartkowski, Maciej. (2017, September 17). Do Civil Resistance Movements Advance Democratization?. *Minds of the Movement* (blog), International Center on Nonviolent Conflict.

https://www.nonviolent-conflict.org/blog_post/civil-resistance-movements-advance-democratization/

Bayer, Markus, Felix S. Bethke, and Daniel Lambach. (2016). The democratic dividend of nonviolent resistance. *Journal of Peace Research*, 53(6), pp. 758-771.

<https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0022343316658090>

Bethke, Felix S., and Jonathan Pinckney. (2016, July). *Nonviolent Resistance and Quality of Democracy*. (Working Paper Series 2016:03). V-Dem Institute, University of Gothenburg.

<https://www.v-dem.net/files/45/Users%20Working%20Paper%203.pdf>

Celestino, Mauricio Rivera, and Kristian Skrede Gleditsch. (2013). Fresh carnations or all thorn, no rose? Nonviolent campaigns and transitions in autocracies. *Journal of Peace Research*, 50(3), pp. 385–400.

<https://journals.sagepub.com/doi/10.1177/0022343312469979>

Johnstad, Petter Grahl. (2010). Nonviolent Democratization: A Sensitivity Analysis of How Transition Mode and Violence Impact the Durability of Democracy. *Peace and Change*, 35(3), pp. 464–482.

Karatnycky, Adrian, and Peter Ackerman. (2005). *How Freedom is Won: From Civic Resistance to Durable Democracy*. Washington, DC: Freedom House.

<https://freedomhouse.org/sites/default/files/How%20Freedom%20is%20Won.pdf>

Stoddard, Judith. (2013). How do Major, Violent and Nonviolent Opposition Campaigns, Impact Predicted Life Expectancy at Birth?. *Stability: International Journal of Security and Development*, 2(2), p.Art. 37.

²² Pinckney, Jonathan. (2018). *When Civil Resistance Succeeds: Building Democracy After Popular Nonviolent Uprisings*. Washington, DC: ICNC Press, p. 32.

<https://www.nonviolent-conflict.org/wp-content/uploads/2018/10/When-Civil-Resistance-Succeeds-Pinckney-monograph.pdf>

²³ Chenoweth, Erica, and Maria J. Stephan. (2011). *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict*. New York: Columbia University Press, p. 62.

²⁴ *Ibid.* pp. 66–67.

²⁵ Pinckney, Jonathan. (2018). *When Civil Resistance Succeeds: Building Democracy After Popular Nonviolent Uprisings*. Washington, DC: ICNC Press, pp. 37, 39.

<https://www.nonviolent-conflict.org/wp-content/uploads/2018/10/When-Civil-Resistance-Succeeds-Pinckney-monograph.pdf>

²⁶ Par exemple, la recherche quantitative et qualitative montrer que le type de régime et la puissance d'un régime ne sont pas déterminants dans l'émergence de campagnes de résistance civiles ni dans leur résultat.

Chenoweth, Erica, and Maria J. Stephan. (2011). *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict*. New York: Columbia University Press, pp. 66-68.

²⁷ En plus d'examiner l'influence du type de régime sur l'émergence et les résultats de campagnes de résistance civile, Chenoweth et Stephan ont aussi examiné l'impact de la puissance du régime et de son usage de la force et de la violence pour réprimer des campagnes nonviolentes. Elles ont trouvé que le niveau de puissance d'un régime n'a aucune influence sur l'émergence de campagne nonviolente ni sur leurs chances de succès, et que l'usage de la répression violente contre une campagne nonviolente réduisait les chances de succès de cette campagne par 35 percent (Chenoweth and Stephan, 2011).

Une étude de 2008 réalisée par Freedom House examine comment des facteurs structurels tels que le niveau de développement économique d'un pays, la concentration de pouvoir dans un pays, et le niveau de division interne entre groupes ou classes dans la société, pouvait impacter l'émergence et les résultats de campagnes de résistance civile, et cette étude en a conclu que: "... ni les facteurs d'environnement politiques ou sociaux n'ont d'impact statistiquement significatif sur le succès ou l'échec des mouvements de résistance civile" (Marchant et al., 2008).

Chenoweth, Erica, and Maria J. Stephan. (2011). *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict*. New York: Columbia University Press, p. 68.

Marchant, Eleanor, Adrian Karatnycky, Arch Puddington, and Christopher Walter. (2008, July). Enabling Environments for Civic Movements and the Dynamics of Democratic Transition. Special Report. Freedom House, p. 1.

<https://freedomhouse.org/report/special-reports/enabling-environments-civic-movements-and-dynamics-democratic-transition.html>

²⁸ Un exemple de recherche majeure nouvelle sur ce sujet se trouve ici:

"External Support for Nonviolent Campaigns: Data Collection and Analysis." Josef Korbel School of International Studies. Sié Chéou-Kang Center for International Security and Diplomacy.

https://www.du.edu/korbel/sie/research/chenow_external_support.html

²⁹ Sharp, Gene. (2003). *There are Realistic Alternatives*. Boston: The Albert Einstein Institution, p.3.

Merriman, Hardy, and Jack DuVall. (2007). Dissolving Terrorism at Its Roots. In Ralph Summy and Senthil Ram (Eds.), *Nonviolence: An Alternative for Countering Global Terror(ism)*. Hauppauge, New York: Nova Science Publishers.
<https://www.nonviolent-conflict.org/wp-content/uploads/2018/11/Dissolving-Terrorism-at-Its-Roots.pdf>

³⁰ Chenoweth, Erica. (2016, November 21). People are in the streets protesting Donald Trump. But when does protest actually work?. *Washington Post*.
<https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2016/11/21/people-are-in-the-streets-protesting-donald-trump-but-when-does-protest-actually-work/>

³¹ Dans certains cas, les ateliers et cours en ligne peuvent aussi entrer dans la catégorie de l' "éducation de masse," selon la manière, les objectifs, le contenu, et les participants qui les rejoignent.

³² Par le terme de "dissidents," nous nous référons à tout individu qui est directement (et souvent publiquement) engagé dans un conflit contre l'Etat. Dans cet article nous nous référons spécifiquement aux dissidents qui utilisent la résistance civile (contrairement aux militants qui utilisent la violence). Par le terme d' "activiste" nous entendons les individus qui recherchent un changement social, économique et politique significatif au travers de la résistance civile. Bien que les termes "dissidents" et "activistes" peuvent parfois s'utiliser de manière interchangeable, le terme d'activiste couvre une réalité plus vaste que celui de dissident, car les activistes poursuivent une large diversité de revendications (sur les droits, les réformes, et le changement systémique) contre une variété d'opposants, et leurs efforts peuvent avoir une grande visibilité comme une visibilité quasi nulle.

Les acteurs extérieurs ne sont jamais dans la meilleure position pour donner des conseils tactiques ou stratégiques, mais ils sont en position d'apporter leur soutien à la construction de capacité pour développer des actions nonviolentes disciplinées et stratégiques.

³³ Comme le déclarent Stephan, Maria J., Sadaf Lakhani, et Nadia Naviwala: "les acteurs extérieurs ne sont jamais dans la meilleure position pour donner des conseils stratégiques ou tactiques à des acteurs civiques locaux, mais ils sont en position de soutenir leur construction de capacités pour une action nonviolente stratégique et disciplinée."

Stephan, Maria J., Sadaf Lakhani, and Nadia Naviwala. (2015). Aid to Civil Society: A Movement Mindset. Special Report 361. United States Institute of Peace, p. 12.
https://www.usip.org/sites/default/files/SR361_Aid_to_Civil_Society_A_Movement_Mindset.pdf

³⁴ On a déjà mentionné dans cet article la différence de taux de réussite entre les campagnes violentes et nonviolentes ainsi que la différence entre leurs résultats démocratiques. Cependant, on doit aussi examiner le cas où des campagnes nonviolentes incorporent ou coexistent avec des groupes armés (qu'on appelle l'"aile armée" de la campagne). Certains estiment que la présence d'une aile armée accroît la chance de succès d'une campagne. Cependant, Chenoweth et Schoch ont mis en évidence que "toute campagne nonviolente ayant une aile armée attire en moyenne 17% moins de membres qu'une campagne nonviolente sans aile armée" et étant donné que le taux de participation populaire est un facteur essentiel de la réussite du mouvement, cette statistique suggère "qu'il existe un effet négatif indirect de l'existence d'une aile armée, car les luttes armées sont corrélées négativement avec la participation population et donc corrélées avec des chances réduites de réussite par rapport aux campagnes n'ayant aucun lien avec une aile armée" (Chenoweth, 2016; Chenoweth and Schock, 2015).

De plus, Chenoweth et Schock ont montré que lorsqu'une campagne nonviolente par tous ses aspects se met à développer une aile armée en son sein (lorsqu'un groupe de la campagne nonviolente en diverge et prend les armes) cela réduit les chances de succès de cette campagne de 60% à 41% (Chenoweth et Schock, 2015).

Enfin, Chenoweth et Stephan mettent en évidence que lorsqu'une campagne nonviolente ou violente coexiste avec d'autres groupes armés, la probabilité qu'il y ait une guerre civile dans la décennie qui suit l'émergence du mouvement, augmente de 27% à 49% (Chenoweth et Stephan, 2011).

Chenoweth, Erica. (2016, June 21). *Nonviolent Discipline & Violent Flanks*. Presentation at the 2016 ICNC Summer Institute at the Fletcher School of Law and Diplomacy <https://www.youtube.com/watch?v=o1-fPXqp-T8>

Chenoweth, Erica and Kurt Schock. (2015). Do Contemporaneous Armed Challenges Affect the Outcomes of Mass Nonviolent Campaigns?. *Mobilization: An International quarterly*, 2(4), pp. 427, 435.

Chenoweth, Erica, and Maria J. Stephan. (2011). *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict*. New York: Columbia University Press, p. 218.

³⁵ Le soutien financier d'une puissance étrangère à une campagne nonviolente peut être particulièrement dangereux. En examinant les données dont ils disposent, Perkovski et Chenoweth concluent que: "le soutien financier d'un Etat... peut augmenter la probabilité de massacre de masse, même dans le cas de mouvements nonviolents."

Perkoski, Evan, and Erica Chenoweth. (2018). *Nonviolent Resistance and Prevention of Mass Killings During Popular Uprisings*. Washington, DC: ICNC Press, p. 19.
<https://www.nonviolent-conflict.org/wp-content/uploads/2017/07/nonviolent-resistance-and-prevention-of-mass-killings-perkoski-chenoweth-2018-icnc.pdf>

³⁶ Alors que le don limité de fonds extérieurs peut s'avérer utile dans certains contextes, nous estimons que le financement extérieur n'est généralement pas le facteur clé dans la réussite d'un mouvement—en fait, quand ces financements sont trop excessifs ou effectués de manière inadéquate, ils peuvent conduire à l'échec du mouvement. Au contraire, l'aide à la construction de capacités, de compétences, l'aide à la communication, et la pression mise par un Etat sur le gouvernement qui réprime la campagne, sont toutes des formes de soutien non monétaire qui ont un impact significatif et positif.

Pour des ressources supplémentaires donnant des conseils sur le financement des mouvements, les acteurs extérieurs, voir:

Stephan, Maria J., Sadaf Lakhani, and Nadia Naviwala. (2015). *Aid to Civil Society: A Movement Mindset*. Special Report 361. United States Institute of Peace.
<https://www.usip.org/publications/2015/02/aid-civil-society-movement-mindset>

Pour un exemple de modèle de financement d'un mouvement et d'implication auprès d'un mouvement, utilisés par l'ONG à laquelle appartiennent les auteurs de cet article (International Center on Nonviolent Conflict), voir:

Merriman, Hardy. (2018, April 30). A Movement-centered Support Model: Considerations for Human Rights Funders and Organizations, Part I. *Minds of the Movement* (blog), International Center on Nonviolent Conflict.
https://www.nonviolent-conflict.org/blog_post/movement-centered-support-model-considerations-funders-organizations/

Merriman, Hardy. (2018, May 21). A Movement-centered Support Model: Considerations for Human Rights Funders and Organizations, Part II. *Minds of the Movement* (blog), International Center on Nonviolent Conflict.
https://www.nonviolent-conflict.org/blog_post/part-2-movement-centered-support-model-considerations-funders-organizations/

Merriman, Hardy. (2018, September 11). Supporting Civil Resistance Movements: Considerations for Human Rights Funders and Organizations. *Minds of the Movement* (blog), International Center on Nonviolent Conflict.
https://www.nonviolent-conflict.org/blog_post/supporting-civil-resistance-movements/

Merriman, Hardy. (2019, January 10). Small Grants, Big Commitment: Reflections on Support for Grassroots Activists and Organizers. *Minds of the Movement* (blog), International Center on Nonviolent Conflict.

https://www.nonviolent-conflict.org/blog_post/small-grants-big-commitment-reflections-support-grassroots-human-rights-activists-organizers/

³⁷ C'est juste une des nombreuses actions que les diplomates peuvent prendre pour incorporer dans leur travail une approche plus centrée sur le mouvement. Pour une discussion plus large sur d'autres options et études de cas de diplomates s'engageant avec des dissidents, la société civile et des campagnes nonviolentes, voir:

Kinsman, Jeremy and Kurt Bassuener (Eds.). (2016). *A Diplomat's Handbook for Democracy Development Support*. Waterloo, ON: CIGI Press.

De plus, les incitations professionnelles et les formation des diplomates peuvent être transformées afin de les préparer à aider de telles actions: "les diplomates devraient pouvoir avoir l'autorisation de contacter les acteurs de la société civile. A cette fin, les Etats-Unis et les autres démocraties devraient réaligner leurs incitations professionnelles de leurs diplomates et agents des services des affaires étrangères, afin de distinguer ceux qui facilitent la collaboration et le partenariat avec les acteurs de la société civile sur le terrain, ainsi que rallonger la durée des rotations sur le terrain pour permettre à des relations de longue durée de se développer."

Lagon, Mark, and Patrick McCormick. (2015, January). The Responsibility to Accompany: A Framework for Multilateral Support of Grassroots Nonviolent Resistance. *Ethics and International Affairs*.

<https://www.ethicsandinternationalaffairs.org/2015/the-responsibility-to-accompany-a-framework-for-multilateral-support-of-grassroots-nonviolent-resistance/>

³⁸ Jane Mansbridge et Chibli Mallat proposent comme possibilité un système de réponse en plusieurs niveaux, basé sur le degré de répression:

"Il est nécessaire de déterminer où se trouve le seuil pour un déclenchement automatique de réponse basé sur l'évaluation internationale du niveau de violence qu'un gouvernement dictatorial fait subir aux membres d'une contestation nonviolente. La forme exacte de ces déclencheurs importe moins que le principe de réaction. La communauté internationale devrait commencer par réfléchir immédiatement aux réponses externes appropriées quand un régime dictatorial commence à tirer de sang froid dans la foule de manifestants nonviolents. Les Nations Unies, ou des alliances régionales, pourraient mettre en oeuvre une commission d'observation dont le mandat serait d'enquêter sur les morts parmi les manifestants nonviolents, au sein de son aire de juridiction. Dès qu'il y a un mort dans de telles

manifestations nonviolentes, l'attention de cette commission pourrait être alertée. A partir de dix morts, et s'il existe suffisamment d'observations de sources différentes sur le terrain, la commission pourrait envoyer un groupe de travail pour enquêter sur cette question. A partir de cinquante morts, et s'il existe un grand nombre de sources d'information pointant toutes dans la même direction, alors pourrait se former un comité formel au sein de la commission. Au-delà de cent morts, une enquête officielle serait mandatée par la commission. Et au-delà de deux cent morts, la question serait portée devant le Conseil de sécurité des Nations Unies pour considérer des sanctions coordonnées à l'échelle internationales ou si une des grandes puissances y oppose son veto, pour faciliter que des alliances régionales puissent appliquer des sanctions."

Mallat, Chibli, and Jane Mansbridge. (2012, September 11). Outside Intervention in Nonviolent Revolutions. *JURIST – Forum*.

<http://jurist.org/forum/2012/09/mallat-mansbridge-nonviolent-intervention.php>

³⁹ L'amiral Dennis Blair souligne le rôle constructif des militaires servant dans les armées de pays démocratiques, et les encourage à utiliser leurs contacts parmi leurs homologues au sein des pays connaissant des campagnes de résistance civile, pour les informer des avantages qui s'offriraient à eux s'ils servaient une armée d'un régime démocratique, et les conseiller d'user de retenue lorsqu'ils reçoivent des ordres de réprimer des mouvements populaires nonviolents.

Blair, Dennis. (2013). *Military Engagement Influencing Armed Forces Worldwide to Support Democratic Transitions, Vol. I and II*. Washington, DC: Brookings Institution.

Vol I chapitre d'introduction:

https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/07/militaryengagement_chapter.pdf

Vol II chapitre d'introduction:

https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/07/militaryengagement2_samplechapter.pdf

⁴⁰ Voir note° 37.

⁴¹ Selon les politiques de protection de l'enfance, dans les opérations de paix des Nations Unies "Policy on Child Protection in United Nations Peace Operations":

"La protection des civils non armés se réfère à une stratégie pour la protection des civils, pour la réduction de la violence à l'échelle locale et le soutien des infrastructures

locales pour le maintien de la paix, là où des civils formés et non armés vivent et travaillent avec la société civile locale dans des zones de conflit violent. Le panel indépendant de opérations de paix recommande que des approches nonviolentes et non armées soient adoptées par les Nations Unies dans ses efforts de protection des civils y compris des enfants.”

UN Department of Peacekeeping Operations, Department of Field Support and Department of Political Affairs. (2017, June). *Policy on Child Protection in United Nations Peace Operations*, Ref. 2017.11. New York.

<http://dag.un.org/handle/11176/400655>

Pour des informations supplémentaires sur la protection de civils non armés, voir:

Furnari, Ellen. (2016). *Wielding Nonviolence in the Midst of Violence: Case Studies of Good Practices in UCP*. Norderstedt: Books on Demand.

Nonviolent Peaceforce and the UN Institute for Training and Research. (2017). *Unarmed Civilian Protection: Strengthening Civilian Capacities to Protect Civilians Against Violence*.

https://www.nonviolentpeaceforce.org/images/UCP_Course_Manual.pdf

⁴² Danny Auron explore la question de la reconnaissance internationale d’un régime, du point de vue du droit international et recommande: “... l’usage d’une politique de reconnaissance - des régimes existants ou potentiellement de leur alternative représentée par les forces d’opposition nonviolente - comme approche nouvelle pour la communauté internationale, présentant une forme non physique non armée d’intervention, en vue d’un changement de régime. Une telle politique serait d’une grande assistance pour mettre fin à des administrations qui font face à une opposition de masse de la part de leur population et qui usent d’une violence systématique contre cette résistance” (Auron, 2013).

Un exemple du transfert de reconnaissance est donné par Mallat et al. qui ont recommandé que la communauté internationale cesse de reconnaître le gouvernement Syrien et qu’on reconnaisse à sa place l’opposition représentée par le Conseil national syrien: “La première étape serait de ne plus **reconnaître les ambassades syriennes et les envoyés du gouvernement en place mais de représentants de l’opposition**. Cette mesure provoquerait des défections immédiates dans ces ambassades et dans les services diplomatiques syriens. Si les gouvernements amis de la Syrie décident que le don d’Ambassades au peuple syrien comme représentants transitionnels de l’opposition n’est pas suffisant aux yeux du règlement consulaire, ils peuvent purement et simplement **expulser l’ambassadeur syrien en place ainsi que ses principaux collaborateurs**.”

"Ils peuvent aussi fournir une logistique sérieuse afin d'assister le Conseil national syrien comme l'entité la plus significative pour représenter le peuple syrien pendant la période de transition, afin de faire avancer les objectifs de la démocratie syrienne...."

"L'Assemblée générale des **Nations Unies peut se réunir à nouveau pour voter formellement une telle reconnaissance. Les gouvernements particuliers peuvent commencer ce processus immédiatement.** Según el derecho internacional, los gobiernos son libres de reconocer al gobierno extranjero que consideran legítimo en un país determinado..."

"... Nombreux sont les syriens qui ont été privés de passeports pendant des années. Cela entrave leurs actions et accroît les risques qu'ils courent. Le gouvernement provisoire représenté par le Conseil national syrien devrait pouvoir leur **fournir des passeports reconnus par la communauté internationale, leur permettant de se rendre à l'étranger.**"

"... Tous les dirigeants de partis politiques quels qu'ils soient, au sein des pays amis de la Syrie, devraient rencontrer leurs homologues dans l'opposition syrienne et leur offrir une aide logistique et médiatique."

"Les parlements dans le groupe des soixante-dix pays sympathisants peuvent aussi jouer un rôle clé en organisant des débats ouverts et des réunions de travail où l'opinion des révolutionnaires syriens peut s'entendre et leurs requêtes peuvent être étudiées et discutées sérieusement, à la fois pour leurs besoins immédiats et pour la préparation de la transition vers la démocratie. **Le Secrétariat des Nations Unies et la Ligne arabe... devraient s'adresser au Conseil national syrien et à la résistance à l'intérieur du pays** comme les seuls interlocuteurs dignes de ce nom dans la société syrienne, jusqu'à ce qu'il y ait des élections libres, c'est à dire, après que Assad soit démis du pouvoir" (c'est nous qui soulignons) (Mallat et al., 2012).

Auron, Danny. (2013). The Derecognition Approach: Government, Illegality, Recognition, and Non-Violent Regime Change. *George Washington International Law Review*, 45(3), p. 443.

Mallat, Chibli, Jane Mansbridge, Sadek Jalal al-Azm, Trudi Hodges, Mansoor al-Jamri, Ishac Diwan, Sharhabeel al-Zaeem, John J. Donohue, and Yang Jianli. (2012, March). A Strategy for Syria Under International Law: How to End the Asad Dictatorship while Restoring Nonviolence to the Syrian Revolution. *Harvard International Law Journal*, 53, pp. 148-149. https://harvardilj.org/2012/03/online_53_mallat_et_al/

⁴³ Voir note n° 39.

⁴⁴ Pour la recherche sur le rôle de la résistance civile dans la production de la stabilité ou de l'instabilité dans la phase de post-transition, voir:

Pinckney, Jonathan. (2018). *When Civil Resistance Succeeds: Building Democracy After Popular Nonviolent Uprisings*. Washington, DC: ICNC Press.

<https://www.nonviolent-conflict.org/wp-content/uploads/2018/10/When-Civil-Resistance-Succeeds-Pinckney-monograph.pdf>

⁴⁵ Selon Mohja Kahf, "Le nombre de victimes en Syrie après le début de l'insurrection militaire est monté en flèche, partant d'un niveau déjà intolérable de 5 à 6 victimes par jour, à plus de trente, tuées sous les balles du régime pendant la phase nonviolente, jusqu'à atteindre des nombres terrible de soixante-dix à trois cent par jour."

Kahf, Mohja. (2013). *Then and Now: The Syrian Revolution to Date*. St. Paul: Friends for a Nonviolent World, pp. 16–17.

http://www.fnvw.org/vertical/Sites/%7B8182BD6D-7C3B-4C35-B7F8-F4FD486C7CBD%7D/uploads/Syria_Special_Report-web.pdf

⁴⁶ Chenoweth, Erica, and Maria J. Stephan. (2014, July-August). Drop your weapons: when and why civil resistance works. *Foreign Affairs*, 93(4).

⁴⁷ Comme Mansbridge et Mallat l'ont observé en 2012: "Les révolutions récentes en Libye et en Syrie offrent une leçon amère: pour inciter les puissances étrangères à intervenir contre un dictateur, la rébellion armée est plus efficace que la plus héroïque des résistances nonviolentes...."

Mallat, Chibli, and Jane Mansbridge. (2012, September 11). Outside Intervention in Nonviolent Revolutions. *JURIST – Forum*.

<http://jurist.org/forum/2012/09/mallat-mansbridge-nonviolent-intervention.php>

⁴⁸ Pour un exemple de ce qu'un transfert de reconnaissance aurait pu signifier en Syrie, voir note n°42.

⁴⁹ Pour aller un peu plus loin dans cette voie, Wilson offre des critères pour évaluer si une campagne peut être qualifiée de mouvement pour les droits humains. Ces critères incluent "quatre principes généraux de non discrimination, de non répression; de non exploitation et de non violence. Si des mouvements de résistance civile appliquent ces principes, ou certains d'entre eux sans négliger les autres, alors on peut justifier qu'il soit approprié de les caractériser comme mouvements de droits humains."

Wilson, Elizabeth A. (2017). *People Power Movements and International Human Rights: Creating a Legal Framework*. Washington, DC: ICNC Press, pp. 53–58, 90–107.
https://www.nonviolent-conflict.org/wp-content/uploads/2017/11/People-Power-Movements-and-International-Human-Rights_Elizabeth-A-Wilson_2017.pdf

⁵⁰ Malgré la prévalence des campagnes ayant des objectifs réformistes ou recherchant le respect de droits humains, le champ d'études de la résistance civile couvre beaucoup plus les cas maximalistes de campagnes recherchant la chute d'une régime car il existe beaucoup plus de données quantitatives sur ce type de mouvement, que ces campagnes sont plus faciles à classer, et à comparer (se prêtant donc davantage à des analyses quantitatives). Cependant, ceci ne devrait pas occulter le fait que nombre de campagnes ont des objectifs tout autres que des transitions politiques majeures.

⁵¹ Sur ce sujet, Bartkowski examine l'impact de quelques tentatives connues du Kremlin de fomenter de mobilisations populaires (particulièrement des manifestations) aux Etats-Unis, et il en a conclu que:

"Les efforts du Kremlin cherchant à manipuler le potentiel de protestation aux Etats-Unis n'ont été que partiellement couronnés de succès en ligne et ont totalement échoué sur le terrain. L'interférence de Moscou aux Etats-Unis a montré qu'on ne peut pas fabriquer de toutes pièces un mécontentement de masse sans qu'il y ait sur le terrain des éléments authentiques à la tête d'un mouvement."

Il remarque que "l'épisode où les russes ont remporté une victoire par leurs trolls en ligne, n'a toutefois pas réussi à faire des vagues sur le terrain, et n'a engendré que des milliers de "likes" sur des posts de pages Facebook, sans que cet engagement ait généré une quelconque participation dans la rue... et alors que ces appels à la protestation ne se sont matérialisés sur le terrain que lorsqu'ils s'accrochaient à des mouvements déjà pré-existants."

De plus, il assure que "les tentatives de manufacturer de toutes pièces des manifestations échouèrent lamentablement partout où des questions spécifiques soulevées par les agents russes ne résonnaient pas avec des griefs bien réels ressentis par la population. Par exemple, les protestations instigués par des agents russes près du Centre Islamique Da'wah à Houston, le 21 mai 2016, invoquant de 'stopper l'islamisation du Texas' et une contre manifestation 'sauver le savoir islamique,' ne réussirent à mobiliser que très peu de gens, 10 dans un cas et 50 dans l'autre. Cela montre à quel point il est difficile sinon impossible de mettre en scène une manifestation de masse depuis l'extérieur, sans pouvoir compter sur des forces déjà en mouvement et un ressentiment déjà existant, pouvant mener la communauté à se galvaniser autour d'une cause...."

Bartkowski, Maciej. (2018). The Case for Civil Resistance to Russia's Populace-Centric Warfare. *Free Russia Foundation*, pp. 14–15.

<https://www.4freerussia.org/the-case-for-civil-resistance-to-russias-populace-centric-warfare/>

⁵² On doit reconnaître que le soutien par des Etats extérieurs est un facteur identifié dans les taux de succès des insurrections violentes, et que, au travers du soutien matériel, les Etats peuvent exercer un certain contrôle sur ces insurrections. Cependant, on ne doit pas extrapoler que cette même relation s'appliquerait également aux campagnes nonviolentes. Chenoweth et Stephan observent qu'en présence du soutien d'un Etat étranger, les chances de succès d'une campagne armée augmentent de 15% mais que la présence de soutien matériel d'un Etat à une campagne nonviolente n'affecte ni positivement ni négativement ses résultats (Chenoweth and Stephan, 2011).

Le soutien matériel des Etats crée de plus des risques réels, comme le montrent Chenoweth et Perkosi pour ce qui est de toutes les campagnes en général (violentes ou nonviolentes): "... les Etats ont une probabilité 25 fois plus grande de réprimer violemment une campagne dissidente lorsque celle-ci reçoit un soutien étranger...."

Voir aussi les notes de bas de page n° 35 et 51.

Chenoweth, Erica, and Maria J. Stephan. (2011). *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict*. New York: Columbia University Press, p. 59.

Perkosi, Evan, and Erica Chenoweth. (2018). *Nonviolent Resistance and Prevention of Mass Killings During Popular Uprisings*. Washington, DC: ICNC Press, p.18.

<https://www.nonviolent-conflict.org/wp-content/uploads/2017/07/nonviolent-resistance-and-prevention-of-mass-killings-perkosi-chenoweth-2018-icnc.pdf>

⁵³ Chenoweth, Erica, and Maria J. Stephan. (2011). *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict*. New York: Columbia University Press, p. 216.

⁵⁴ *Ibid.* p.218.

⁵⁵ On doit remarquer que les modèles qui regardent à des "révolutions" ou à des "transitions politiques rapides" de manière indifférenciée comme des moteurs d'instabilité politique et des facteurs de risque de guerre civile et d'atrocités de masse, ignorent un point clé - à savoir que le type de méthode utilisé (violente et nonviolente) pour obtenir une transition politique ont autant ou plus d'impact en soi que la transition elle-même.

⁵⁶ Stephan, Maria J., Sadaf Lakhani, and Nadia Naviwala. (2015). Aid to Civil Society: A Movement Mindset. Special Report 361. United States Institute of Peace, p. 11.
https://www.usip.org/sites/default/files/SR361_Aid_to_Civil_Society_A_Movement_Mindset.pdf

⁵⁷ Wilson, Elizabeth. (2015). International Legal Basis of Support for Nonviolent Activists and Movements. In Matthew Burrows and Maria J. Stephan (Eds.), *Is Authoritarianism Staging a Comeback?* (p. 160). Washington, DC: The Atlantic Council.

Dans ses travaux qui ont suivi, Wilson fait la liste des droits provenant du Pacte international relatif aux droits civils et politiques qui “peuvent être invoqués par un mouvement et qu’il exerce pendant la période où il mène sa lutte nonviolente” et cette liste comprend:

Le droits collectifs

Article 1 (auto-détermination)

Les droits d’expression et d’association

Article 18 (liberté de penser, de conscience et de religion)

Article 19 (liberté d’opinion et d’expression)

Article 21 (liberté de s’assembler pacifiquement)

Article 22 (liberté d’association)

Article 25 (droit à la participation politique)

Droits à la sécurité physique et psychologique

Article 6 (droit à la vie)

Article 7 (liberté contre toute torture et tout traitement cruel inhumain et dégradant)

Article 9 (liberté et sécurité; liberté contre toute forme arbitraire d’arrestation ou de détention)

Article 10 (droit à la dignité)

Wilson, Elizabeth A. (2017). *People Power Movements and International Human Rights: Creating a Legal Framework*. Washington, DC: ICNC Press, p. 66.

⁵⁸ De tels traités incluent: Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la Charte africaine sur les droits des hommes et des peuples, la Convention européenne sur les droits de l’homme et les libertés fondamentales, et la Convention pour l’élimination de toutes formes de discrimination. L’assemblée générale des Nations Unies inclut la Déclaration universelle des droits humains, et la Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, des groupes et organismes de la société pour la promotion et la protection des droits humains universellement reconnus et des libertés fondamentales (déclaration sur les défenseurs des droits humains). Les

institutions internationales comprennent le Comité des droits humains, le Conseil des droits humains des Nations Unies, et l'Organisation internationale du travail.

Voir: Wilson, Elizabeth. (2015). International Legal Basis of Support for Nonviolent Activists and Movements. In Matthew Burrows and Maria J. Stephan (Eds.), *Is Authoritarianism Staging a Comeback?*. Washington, DC: The Atlantic Council.

⁵⁹ Kiai, Maina. *Report of the Special Rapporteur on the Rights to Freedom of Peaceful Assembly and of Association, A/HRC/23/39*, para. 8.

⁶⁰ Wilson, Elizabeth. (2015). International Legal Basis of Support for Nonviolent Activists and Movements. In Matthew Burrows and Maria J. Stephan (Eds.), *Is Authoritarianism Staging a Comeback?* (pp. 159-60). Washington, DC: The Atlantic Council.

⁶¹ Ackerman, Peter, and Michael J. Glennon. (2007, September 1). The Right Side of the Law. *The American Interest*, 3(1).
<https://www.the-american-interest.com/2007/09/01/the-right-side-of-the-law/>

⁶² Comme Peter Ackerman et Michael Glennon l'écrivent: "Les autocrates contemporains se cachent derrière les principes de souveraineté et son corollaire, l'interdiction de s'ingérer dans les affaires internes d'un pays - qui sont des normes légales internationales ayant émergé au temps de l'invention de l'imprimerie. Ces règles ne sont plus adaptées aujourd'hui comme elles l'étaient au temps de Gutenberg. La souveraineté des États reste un Pilier important de la structure du droit international mais la notion que la souveraineté réside dans la personne du dirigeant a fait long feu depuis longtemps, remplacée par la notion que la souveraineté réside dans le peuple. La définition de la souveraineté s'est encore plus précisée au cours du 20ème siècle, alors qu'un corpus de droit international a émergé pour protéger les droits humains à l'échelle internationale. Le nombre de régimes démocratiques électoraux ayant presque doublé dans les vingt dernières années, a émergé au centre du droit international relatif aux droits humains le droit à la gouvernance démocratique."

Ackerman, Peter, and Michael J. Glennon. (2007, September 1). The Right Side of the Law. *The American Interest*, 3(1).
<https://www.the-american-interest.com/2007/09/01/the-right-side-of-the-law/>

⁶³ PIDCP, Art. 1(1).

⁶⁴ PIDCP, Art. 25.

⁶⁵ Kiai, Maina. *Report of the Special Rapporteur on the Rights to Freedom of Peaceful Assembly and of Association*, A/HRC/23/39, paras. 30, 32.

⁶⁶ *Ibid.* para. 31.

⁶⁷ Voir en exemple la note n°38.

⁶⁸ Voir les notes n° 35, 51, et 52.

⁶⁹ Le droit international a donné un statut aux insurgés violents selon le critère suivant: "premièrement, il doit y avoir à l'intérieur de l'Etat un conflit armé de caractère généralisé (et non pas d'échelle locale); deuxièmement, les insurgés doivent occuper et administrer une part importante du territoire national; troisièmement, ils doivent conduire des hostilités selon les règles de la guerre et au travers de forces armées organisées sous une autorité responsable; quatrièmement, il doit y avoir des circonstances telles que des états extérieurs peuvent justifier leur attitude sur des critères clairs de reconnaissance d'un état de belligérance."

Lauterpacht, Hersch. (1947). *Recognition in International Law*, pp. 176–78. As cited in: Wilson, Elizabeth. (2015). 'People Power' and the Problem of Sovereignty in International Law. *Duke Journal of Comparative & International Law*, 26(5).

⁷⁰ Wilson, Elizabeth. (2015). 'People Power' and the Problem of Sovereignty in International Law. *Duke Journal of Comparative & International Law*, 26(5), p. 585.

⁷¹ *Ibid.* p. 586.

⁷² *Ibid.* p. 587.

⁷³ Deux sources explorent cette question plus en détails:

Wilson, Elizabeth. (2015). 'People Power' and the Problem of Sovereignty in International Law. *Duke Journal of Comparative & International Law*, 26(5).

Wilson, Elizabeth A. (2017). *People Power Movements and International Human Rights: Creating a Legal Framework*. Washington, DC: ICNC Press.
<https://www.nonviolent-conflict.org/wp-content/uploads/2017/08/People-Power-Movements-and-International-Human-Rights-Monograph-Website-Version.pdf>

Remerciements

Nous sommes reconnaissants pour leurs commentaires sur des versions antérieures de ce texte à Maciej Bartkowski, Erica Chenoweth, Larry Diamond, Amber French, Chibli Mallat, Jane Mansbridge, Jason Marczak, Chris Miller, Maria Stephan, Tabatha Thompson, Rosarie Tucci, Paula Garcia Tufro et Lawrence Woocher. Nous remercions également Julia Constantine pour son aide à l'édition et à la publication.

Les événements de la dernière décennie exigent de nouvelles approches en matière de prévention des atrocités, qui soient adaptables, innovantes et indépendantes d'une doctrine centrée sur l'État. Dans le but de réduire les facteurs de risque tels que la guerre civile, nous soutenons un nouveau cadre normatif dénommé Droit d'Assistance (DdA), qui renforcerait la coordination internationale et le soutien aux campagnes de résistance civile nonviolente luttant pour les droits, la liberté et la justice face aux processus non démocratiques.

Le DdA:

impliquerait un large éventail de parties prenantes telles que les ONG, les États, les institutions multilatérales et ainsi de suite;
renforcerait divers facteurs de résilience face à la fragilité des États; et
inciterait les groupes d'opposition à maintenir leur engagement envers l'utilisation de stratégies de changement nonviolentes.

L'adoption de cette doctrine pourrait permettre de réduire la probabilité d'un conflit violent qui augmenterait considérablement le risque d'atrocité, tout en augmentant les perspectives de développement humain constructif.

La série de rapports spéciaux de l'ICNC publie des études originales évaluées par des pairs qui visent à stimuler et à enrichir les débats sur les politiques autour de la résistance civile et des mouvements non-violents.

PUBLIÉ PAR ICNC PRESS

International Center on Nonviolent Conflict

600 New Hampshire Ave. NW, Ste. 710
Washington, D.C. 20037 USA

www.nonviolent-conflict.org

